

# Critique Communiste

revue mensuelle  
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire  
(section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

n° 31

juillet 84 / 14 fr.

## Sommaire

**La France après le 17 juin**

•

**Le Pen :  
Une menace et ses limites**

•

**Le réveil  
de la classe ouvrière allemande  
et la lutte pour les 35 heures**

•

**« Pour un nouveau pacte entre les travailleurs »  
entretien avec Benjamin Coriat**

•

**Pologne : quand le PC suisse  
publie ce que l'«Humanité» ignore**

**Dossier**



# La France après le 17 juin

**I** MAGINONS le désarroi d'un éventuel observateur étranger qui n'aurait pas été informé des dernières élections européennes. Cette personnalisation extrême qui fait qu'on ne parle que de Veil, Jospin, Marchais, Le Pen et les autres signifie-t-elle qu'on élit un président ? Non ! Il s'agit de députés élus au scrutin de liste à la proportionnelle... Sans doute ces députés vont-ils décider de l'avenir du pays, d'où l'acharnement à discuter du bilan de la gauche ? Non ! Ils vont se retrouver dans un Parlement européen qui ne dispose d'aucun pouvoir... Que de paradoxes ! Tant d'argent et de passions mêlés à tant de désintérêt de la part des électeurs : s'agit-il d'un jeu sans conséquence ? Que non ! Les résultats de ces élections européennes représentent des indications décisives et bouleversent assez profondément la situation politique française : nous entrons dans l'après 17 juin 1984.

Précisément parce qu'elles ne relevaient pas d'enjeux politiques directs et immédiats, les élections européennes ont fonctionné comme une caisse de résonance : les phénomènes qui travaillent au plus profond la société française s'y sont exprimés de façon claire et amplifiée. Sous l'impact des effets de la crise se conjuguant aux conséquences de l'expérience politique ouverte en 1981, les craquements et brisures de cette société ont trouvé une traduction électorale qui, pour être déformée, n'en n'est pas moins claire.

### PCF : Les ombres du déclin

Pour quelques centaines de milliers de voix de moins, le PCF subit une de ses plus lourdes défaites électorales et politiques. On peut considérer qu'il s'agit là du fait le plus important de ces élections. A l'occasion de celles-ci, la direction du PCF se trouvait contrainte de viser un objectif vital : faire la démonstration de sa capacité à enrayer le processus de recul électoral que subit dramatiquement ce parti depuis 1981. Après l'échec cuisant de Marchais aux dernières présidentielles, il s'agissait pour elle de recueillir les fruits de sa « participation critique » au gouvernement...

Apparaître comme soutenant l'expérience gouvernementale de l'union de la gauche, tout en se démarquant nettement des aspects les plus anti-ouvriers de la politique gouvernementale : telle était l'orientation dont le bureau politique pouvait escompter qu'elle lui permettrait de consolider, sinon de dépasser, les 15,34 % de voix recueillies par Marchais en 1981.

11,28 % des voix, ces résultats aux élections européennes signifient un véritable fiasco pour la direction du PCF : il s'agit d'un choc proche du séisme ! Les chiffres parlent d'eux-mêmes : les 11,28 % de voix en juin 1984, par rapport aux 20,6 % aux européennes de 1979, — sans parler des 28,2 % aux législatives de 1946 ! — signifient qu'une grande partie de l'électorat communiste traditionnel s'est durablement détachée du PCF. Il ne s'agit plus, comme en 1981, de l'expression d'un désaveu des choix politiques de la direction du PCF, mais d'une prise de distance plus profonde.

Cela veut dire que, quels que soient les méandres de sa politique et ses ruses, la direction du PCF ne semble plus en mesure de regagner la confiance de ces travailleurs.

Il a fallu, pour provoquer une telle rupture, des chocs puissants qui ont



touché à la nature même des liens de ce parti avec la classe ouvrière. Les analystes supposeraient d'évoquer le discrédit qui, après la Pologne et l'Afghanistan, entache de plus en plus gravement la politique du Kremlin et le « modèle soviétique ». Faute d'avoir su et voulu se démarquer réellement du « grand frère soviétique », la direction du PCF subit les contre-coups. Et, bien sûr, elle paye le prix de la politique en France même de la direction Marchais. Cette dernière a montré qu'elle était maîtresse dans l'art d'alterner sectarisme et opportunisme, qu'elle savait avec le même talent diviser les rangs ouvriers et cautionner une politique de gestion de la crise. Le secrétaire général apparaissant de plus en plus comme le symbole même de la duplicité et de la vulgarité d'une politique haïssable. Car il ne suffit pas de condamner, verbalement, les plans gouvernementaux de licenciement ou la loi Savary pour proposer des perspectives réelles de défense des intérêts ouvriers. Ni de se revendiquer du « socialisme aux couleurs de la France » pour disposer d'une stratégie. La preuve est faite que beaucoup de travailleurs, autrefois électeurs fidèles du PCF, et même militants dévoués de ce parti, ont compris cela.

Le fait qu'une grande partie de ces électeurs se réfugie dans l'abstention témoigne de la désorientation politique de ces travailleurs qui ont rompu avec le PCF sans voir, aujourd'hui, qui saurait mériter leur soutien.

### **L'explosion Le Pen**

L'échec du PCF est accentué par le fait qu'il se retrouve talonné électoralement par le Front national. Seulement 56 000 voix (0,28 %) séparent les deux scores, Le Pen n'ayant pas été loin de gagner son pari qui était de surpasser le PCF.

Avec 2 200 000 voix (11 %) la liste du Front national réalise une percée qui, incontestablement, constitue l'autre grand fait politique de ces élections. Non seulement Le Pen a fait le plein des voix potentielles de l'extrême droite, mais il a cristallisé à son profit la radicalisation à droite que provoquent dans l'électorat RPR la crise et la haine du gouvernement de gauche. En outre, il est parvenu à capter le mécontentement, la peur et les pulsions xénophobes qui fermentent au sein de certaines couches populaires. On ne peut expliquer autrement l'ampleur des scores obtenus par le Front national dans un certain nombre de grandes villes comme Marseille, Lyon, Paris et sa banlieue... 19,49 % dans les Bouches du Rhône, 15,86 % dans le Rhône, 15,24 % à Paris, 15,98 % en Seine-Saint-Denis, 15,33 % dans les Hauts-de-Seine.

Certes, il convient de souligner que ce n'est pas un hasard si Le Pen remporte ses succès les plus éclatants là où il peut s'appuyer sur un fort électorat d'origine pied-noir traditionnellement d'extrême-droite (21,39 % dans les Alpes-Maritimes, 17,82 % en Corse-du-Sud, 19,96 % dans le Var, 16,44 % dans le Vaucluse...)

A souligner aussi le fait, plus important encore, qu'il s'agit, aujourd'hui, d'un phénomène essentiellement électoral, qui s'est polarisé à partir d'une campagne délibérément limitée à quelques « thèmes porteurs » et largement personnalisée sur la figure de Le Pen lui-même. Et ce, dans des conditions particulièrement favorables du fait de la liste unique de la droite derrière Simone Veil.

Il n'empêche qu'il serait parfaitement illusoire de vouloir relativiser et l'ampleur du problème et sa gravité. En effet, démonstration est faite que, dans la situation présente, un courant politique développant une politique fondamentalement raciste et fasciste est en mesure de polariser plus de 10 % de l'électorat français et de quasiment damer le pion au PCF !

Nul ne peut dire aujourd'hui si, sur la base de son succès considérable, l'organisation de Le Pen sera capable de construire un parti à la mesure des ambitions qui sont les siennes. Par contre, ce qui sûr, c'est que, tel le ver dans le fruit, une menace majeure est aujourd'hui lovée au cœur de la société, menace contre la classe ouvrière, les travailleurs immigrés au premier chef, et contre les libertés.

### **Un abstentionnisme majeur**

Le recul du PCF et la poussée du Front national constituent les deux faits majeurs, impressionnants, de ces élections. Mais ils se trouvent accentués par



un troisième : l'ampleur de l'abstention. Alors que, sans conteste, la droite et l'extrême droite ont mobilisé le ban et l'arrière-ban de leurs soutiens potentiels, l'abstention atteint un niveau record : 15 860 000 électeurs (43,30 %), contre 39 % en 1979 ! Soit un Français sur les trois qui votent habituellement. Un Français qui est de gauche, souvent ancien électeur communiste, et dont les motivations ne sont guère difficiles à saisir : la déception et le désarroi !

Déception qui est celle des espoirs trahis et des promesses reniées. Désarroi devant une gauche qui fait la même politique que la droite. Le plus spectaculaire est que cet électorat, assez largement de tradition communiste, ne semble pas prêt, au moins à l'heure actuelle, à concrétiser ses aspirations par un vote en positif. La stabilisation des scores du PS, d'une part, de l'extrême-gauche, de l'autre, en témoigne. De même que l'échec cuisant de la liste Dapaquit-Fiszbin : l'association du PSU et des « communistes démocrates-unitaires » pouvait constituer un refuge possible pour une partie de ces électeurs qui, tout en gardant la fibre communiste, condamnent la politique du PCF. Le score réalisé, 144.568 voix (0,72 %), sonne le glas de cette ambition ! Le désastre subi par la liste PSU-CDU montre que ces travailleurs ne demandent pas plus de « différence », plus d'« ouverture » ou plus d'« unité », mais une politique en faveur des travailleurs et que, du coup, ils ne sont pas prêts à donner leurs voix à une liste qui soutient le gouvernement sur des bases encore plus droitières que celles du PCF lui-même.

Ces trois données clés que constituent le recul du PCF, la percée du Front national et l'ampleur de l'abstention donnent la mesure des mouvements profonds à l'œuvre, qui bousculent les projets des grands partis maîtres du jeu politique. Pour eux, échecs et succès relatifs du jour sont riches en déconvenues pour demain.

### **Parti socialiste : l'impasse**

Certes, la direction du PS peut se bercer aux sons d'une musique rassurante : le pire est évité. N'est-il pas vrai qu'avec 20,76 % des voix, Jospin n'est pas loin de retrouver le score de la liste socialiste en 1979 (23,53 % avec les radicaux) et évite la catastrophe qu'aurait constitué un score de la liste Veil de plus de 50 % ?

Il n'empêche que la défaite est là : PS et PCF ne rassemblent que 6 421 000 voix (32,04 %), contre 8 591 000 voix (42,88 %) pour la liste UDF-RPR. Et contre plus de dix millions de voix (53,88 %) si l'on y ajoute le Front national !

Il faut se rappeler qu'en 1981, Mitterrand rassemblait 25,84 % des voix au premier tour et 51,75 % au second ! Lorsqu'on constate que le PS régresse de 6 % en Lorraine, de 4 % dans le Nord-Pas-de-Calais, il apparaît clairement que ce recul électoral profond est le prix de la politique anti-ouvrière du gouvernement à majorité socialiste.

Si l'échec était prévisible avant les élections, le rétrécissement des marges de manœuvre dont dispose le PS après était moins évident. D'une part, l'effritement du PCF affaiblit la coalition de gauche. D'autre part, la tentative, via les radicaux de gauche, de constituer un centre-gauche a, présentement, lamentablement échoué.

La direction du PS ne saurait raisonnablement se plaindre du recul du PCF. C'est, au contraire, une nouvelle confirmation de l'efficacité de la ligne mitterrandiste d'union de la gauche. Encore faudrait-il que ce recul profite au PS. Or, il n'en n'est rien. Les électeurs qui abandonnent le PCF vont actuellement se perdre dans les vastes et mystérieuses terres de l'abstention.

Gageons qu'il ne suffira pas d'agiter le drapeau de la défense des libertés menacées par la montée du fascisme pour remobiliser ces électeurs derrière le PS ! D'autant que, travailleurs, ils ne risquent pas d'apprécier les déclarations d'un Delors, qui, étoile montante au firmament de la gestion socialiste de la crise, proclame la nécessité d'une rigueur accrue.

Quant au dégonflage de l'opération ERE du trio Stirn-Doubin-Lalonde (3,31 % des voix pour une candidature qui avait obtenu le statut de « grande-liste » !), il interdit à Mitterrand de fonder de substantiels espoirs sur la possibilité de donner du jeu à la vie politique française à partir de l'émergence



d'un centre gauche. La possible ouverture à droite — à quoi peut seulement servir l'existence d'un centre-gauche ! — s'avère bien étroite !

Ce qui se trouve par-là menacé, c'est la possibilité pour le PS, même affaibli, de jouer le rôle d'indispensable pivot de la vie parlementaire. Or, tous les calculs de Mitterrand dans la perspective de 1986 reposent nécessairement sur une telle hypothèse... C'est dire la gravité de la situation pour le PS et Mitterrand lui-même.

### **RPR-UDF : la promesse de lendemains qui déchantent**

En fait de « donner du jeu » à la vie politique française, qui est le grand projet de Mitterrand, les élections européennes ont surtout produit un grippage dont on ne mesure encore que partiellement la gravité. Paradoxalement, c'est la droite traditionnelle qui en est la première victime. Malgré son incontestable victoire, elle se trouve, à cause du succès de Le Pen, emprisonnée dans une équation qui peut s'avérer insoluble.

L'échec même de la gauche l'oblige à accélérer les préparatifs de la relève et à revendiquer, sous une forme ou sous une autre, l'alternance. Mais, à l'heure actuelle, le score du Front national fait de Le Pen un indispensable partenaire pour assurer une majorité. D'où une double contradiction.

D'abord au sein même de la coalition de droite : cette question de l'alliance avec Le Pen va constituer une pomme de discorde susceptible d'interdire toute définition d'une tactique offensive commune entre l'UDF et le RPR, voire au sein même du RPR.

Ensuite, ce qui est encore plus grave, les partis de droite vont devoir se définir par rapport à la radicalisation de leur base sociale, radicalisation dont le succès Le Pen est la traduction. La prudence de Chirac au lendemain des élections témoigne de la compréhension qu'il a de ces difficultés.

Jean-Marie Colombani, dans *le Monde* du 19 juin, résumait en ces termes le problème : « *En clair, l'échéance de 1986 lui commande de remettre en question sa stratégie, celle de 1988 de la poursuivre. Pas facile !* » En effet, pour devenir président, Chirac doit réaliser un vaste rassemblement autour de sa personne, projet qui lui interdit de s'accoquiner avec Le Pen et d'apparaître comme un « va-t-en guerre » voulant bousculer les rythmes institutionnels. Mais une telle modération ne peut que lui aliéner une partie croissante des secteurs les plus excédés par la présence de la gauche au pouvoir et, par là, faire le jeu de Le Pen. A l'inverse, radicaliser le discours au nom de la promesse d'une reconquête rapide et brutale, permettrait sans doute de marginaliser Le Pen mais approfondirait les failles au sein de la droite et pourrait précipiter une mobilisation ouvrière.

Sans doute serait-il prématuré d'avancer des pronostics trop précis. Il n'en demeure pas moins qu'on est parvenu à une situation de réel blocage politique, alors que jusqu'à présent les affrontements sont restés essentiellement limités au champ électoral. Il est loin d'être exclu qu'une telle situation, pour se dénouer, suppose d'autres modalités et d'autres rythmes que ceux fixés par les institutions.

### **Une zone de turbulences**

Au-delà de l'échec électoral de la gauche en tant que tel, les européennes témoignent de ce qu'il y a de criminel dans la politique gouvernementale. Au nom du « compromis », maître mot du réformisme, le gouvernement a délibérément et gravement sacrifié les intérêts des travailleurs. Lorsqu'on additionne le blocage des salaires et le démantèlement des systèmes d'indexation des salaires sur les prix, les licenciements et l'aggravation du chômage, le développement du temps partiel et la politique nataliste, le plan acier et la loi Savary, l'intervention militaire au Tchad et au Liban, le soutien au déploiement des euromissiles, etc., on constate qu'il n'est guère d'exemples d'un gouvernement usant si systématiquement des pouvoirs dont il dispose... contre ceux-là mêmes qui les lui ont donnés !



Or, où sont les succès escomptés ? Loin de voir se concrétiser le début d'union nationale que Mitterrand appelle de ses vœux, la vie politique est aujourd'hui dominée par une radicalisation à droite et une puissante poussée des thèmes racistes et fascistes. Sans doute Mitterrand et le PS comptent-ils profiter de cette situation pour maintenir la coalition de gauche en enfonçant des coins au sein de la droite afin de la paralyser, voire la diviser.

Jeux dangereux et calculs à courte vue ! Car, avec l'aggravation de la crise et l'exacerbation des tensions sociales, les affrontements sociaux qui se profilent déborderont nécessairement du seul cadre institutionnel. Bien imprudent celui qui, dans ces conditions, voudrait jouer avec le feu !

Le fait que cette radicalisation à droite n'ait pas, aujourd'hui, son répondant à gauche, constitue le facteur le plus inquiétant de la situation ouverte par les élections européennes. C'est un mouvement ouvrier affaibli et profondément désorienté qui va devoir affronter les échéances décisives à venir. Les directions du PS, du PCF et des organisations syndicales, qui sont à l'origine de cette situation, en portent l'entière responsabilité.

Mais, en même temps, rien n'est encore irréversible. L'intervention des travailleurs sur la scène politique, selon leurs propres méthodes qui sont celles de la lutte des classes, est à présent la carte qui manque dans le jeu politique. Une carte qui constitue l'atout maître !

Les états-majors de la droite le savent qui évitent de provoquer cette intervention directe des travailleurs en s'efforçant de modérer leurs propres troupes. Comme on vient de le voir encore avec la manifestation du 24 juin. Cette démonstration monstre, au lendemain de la victoire de la droite aux européennes, a été cantonnée, de par la volonté de ses organisateurs, au seul thème de la « défense de l'école libre ». Ce qui est proprement ridicule lorsqu'on sait que ce qui obsède les appareils de droite ce n'est certes pas la liberté scolaire, dont ils savent pertinemment qu'elle n'est en rien menacée, mais bien la revanche et la reconquête. Si l'esprit guerrier a été refoulé et les débordements évités, ce n'est pas parce que ces mêmes appareils craignent un pouvoir affaibli et discrédité ; c'est qu'ils redoutent de réveiller ce géant assoupi que semble être aujourd'hui une classe ouvrière comme ivre de désillusion.

L'extrême gauche, qui vient de confirmer par ses scores le maintien d'une audience électorale réduite mais non négligeable, se trouve face à de grandes responsabilités. Il ne s'agit plus de témoigner mais de proposer. Proposer une issue positive à la crise actuelle, ouvrir des perspectives de lutte qui permettent aux travailleurs de se mobiliser et d'imposer leur propre politique.

Les thèmes de combat ne manquent pas : contre le chômage et les licenciements, pour imposer les 35 heures sans diminution de salaires, contre le racisme et le fascisme, pour élever un mur de solidarité ouvrière autour de nos frères travailleurs immigrés, contre les menées de l'impérialisme partout dans le monde, pour assurer la solidarité internationaliste des peuples.

S'engager, avec détermination et unitairement, dans la lutte pour ces objectifs : telle est aujourd'hui l'exigence qui doit devenir celle de tous ceux qui refusent trahisons et capitulations. Une exigence qui, au premier chef, doit être portée par toutes celles et tous ceux, militants révolutionnaires, syndicalistes lutte de classe, militants du PS et du PCF qui refusent de renier leur idéal. Chez tous ceux-là, il faut faire progresser la conscience de la nécessité d'un nouveau parti de la classe ouvrière, pour que celle-ci triomphe.

Les mois à venir peuvent être riches d'occasions pour engager de tels combats. Car, si le gouvernement nous mène à la catastrophe, rien encore n'est inéluctable : aux travailleurs de se mobiliser pour imposer une autre politique !



# Le Pen : une menace et ses limites

Christian PICQUET  
et René FOUGEROLLES

**A**VEC 2 204 961 voix et un pourcentage pratiquement équivalent à celui du PCF, le Front national a réussi, le 17 juin, une percée spectaculaire. Il faut, à cet égard, remonter à 1956, avec les résultats du mouvement de Pierre Poujade (2 451 555 voix soit 11,50 % des suffrages) pour retrouver pareil événement, permettant à l'extrême droite de sortir de son « ghetto ».

Le Front national est-il un courant fasciste ? Le Pen, on le sait, s'en défend. Pourtant, à y regarder de près, on trouve dans le programme de cette organisation, ou dans les propos de ses représentants, les thèmes essentiels de cette tradition politique, même si, par souci de respectabilité, les véritables références sont estompées. Il n'y manque pratiquement rien. L'ultranationalisme : « *Le Front national considère la nation comme l'un des seuls cadres — au même titre que la famille — susceptible de garantir l'existence et d'assurer l'épanouissement des Français (1).* » La haine du mouvement ouvrier, des syndicats : « *La grève ne saurait être admise dans les services publics dont l'un des fondements est la continuité* ». Le racisme et la référence aux élites : « *Les citoyens sont égaux en droit, pas les hommes. Et d'un autre côté, s'il est exact que les hommes ont droit au même respect, il est évident qu'il existe des hiérarchies, des préférences, des affinités qui vont de soi* ». La désignation de boucs émissaires : « *La majorité [des étrangers] est constituée d'assistés sociaux* ». La démagogie sociale : « *Il faut transmettre la propriété des moyens de production et d'échange au peuple, par l'intermédiaire des portefeuilles de valeurs immobilières* ». L'exaltation des formes autoritaires de pouvoir : « *Il n'y aura pas de survie possible si l'Occident ne retrouve pas les sources de l'ordre naturel. S'il y a dans l'être humain, une aspiration à*

*l'harmonie, elle doit être codifiée, guidée grâce à l'autorité de l'Etat national (2)* ». Le culte du chef : « *La tradition orale des Druides est venue jusqu'à lui. Comme lait de nourrice, Le Pen a sucé la sève des racines de l'arbre France (...) S'il n'existait pas, seule la France aurait pu l'inventer (3).* »

## Une résurgence du Poujadisme ?

Au cours de sa campagne, Le Pen s'est surtout efforcé de capter les voix de la petite-bourgeoisie urbaine traditionnelle (petits commerçants, chefs de petites entreprises, artisans, etc.), en adoptant un profil « néopoujadiste ». Placées juste après ses attaques contre l'immigration, ses charges contre l'Etat « tentaculaire », la bureaucratie ou la fiscalité trop pesantes, et même ses références à un « capitalisme populaire », étaient inspirées des thèmes chers à Pierre Poujade. Elles visaient cette clientèle particulière. Il demeure néanmoins plus d'une différence avec le phénomène des années 1954-1958.

La poussée du poujadisme survint en pleine phase de croissance économique. Et elle fut même le produit de cette phase. Si le papetier de Saint-Céré draina le ban et l'arrière-ban de l'extrême droite française (ce qui lui valut le surnom de « Poujadolf »), son mouvement fut d'abord l'expression de la révolte des professions indépendantes, commerçants, artisans, agriculteurs et intermédiaires divers frappés par la modernisation industrielle et la concentration du capital. Le nom originel du parti de Poujade (avant de se transformer en Fraternité française), traduit à lui seul cette réalité : Union de défense des commerçants et artisans (UDCA). C'est

1. « La Vraie Opposition : le Front national ». Plaquette de propagande du FN. 1984.

2. Toutes ces citations sont extraites de l'ouvrage de Le Pen, véritable programme du Front : « Les Français d'abord », éditions Carrère.

3. Ce panégyrique émane de Jean Marcilly, un proche de Le Pen, dans « Le Pen sans bandeau », éditions J. Grancher.

4. Jean-Pierre Rioux : « La France de la IV<sup>e</sup> République », tome 2, éditions du Seuil.

5. Intervention au conseil national des 25-27 avril. Citations extraites du bulletin de mai 1984 de la fédération Hautex.

6. Sondages SOFRES et IFOP.



en canalisant, en organisant la révolte des classes moyennes traditionnelles qu'il put prendre ses initiatives les plus spectaculaires, comme le 24 janvier 1955 quand 100 000 provinciaux convergèrent Porte de Versailles à Paris, « à l'assaut de la liberté ».

L'historien Jean-Pierre Rioux expose fort bien les racines sociales du phénomène poujadiste : « *Jusqu'aux années cinquante, la force de la demande par temps de pénurie avait artificiellement gonflé les secteurs de services, le commerce de détail plus particulièrement, qui a vu naître 100 000 boutiques par an depuis 1940, pour en arriver en 1954 à 1 300 000 établissements employant 2 240 000 personnes dont 1 250 000 salariés. Ces très petites entreprises souvent familiales écroulaient peu mais vendaient cher, tenues à flot par le rythme élevé de l'inflation qui leur permettait d'anticiper sur les prix et leur évitait les embarras de trésorerie.* »

« *Vers 1952, avec la fin des restrictions, l'abondance de produits jetés sur un marché où la demande de consommation n'est pas encore débridée tout à fait, avec une poussée en amont des forces de la production modernes qui concentrent déjà les formes de la distribution en aval et annoncent le super-marché, avec surtout la fin de l'inflation, c'est le drame pour les plus vulnérables parmi ces vendeurs pléthoriques. le client ne peut guère encore acheter en masse, mais il peut désormais choisir son détaillant ; les prix de vente stagnants ne permettent plus de compenser les pertes. Paraît alors insupportable le poids de l'impôt (4).* »

Ces conditions économiques conjoncturelles expliquent la brièveté du phénomène. Prenant son essor en août 1954 (à la suite d'une disposition législative du gouvernement Mendès-France permettant d'emprisonner tout citoyen s'opposant à un contrôle fiscal), il dépérit à partir de 1957, dès que l'inflation permet de nouveau aux détaillants de répercuter sur leurs prix, le poids des impôts. L'effondrement de la IV<sup>e</sup> République accéléra encore son déclin.

## Les racines du phénomène Le Pen

Toutes différentes sont les racines du phénomène Le Pen. Deux grands facteurs expliquent l'apparition nationale d'un courant d'extrême droite disposant d'une indéniable audience de masse, même si celle-ci demeure minoritaire.

1. La conjugaison de la crise

économique et du discrédit qui frappe les directions du mouvement ouvrier.

Comme toute crise de surproduction, la dépression actuelle engendre dans les masses des réactions contradictoires. Si elle estompe les illusions quant aux capacités du système d'assurer un progrès social continu, elle produit aussi un large sentiment d'insécurité dans la population. L'accélération des concentrations, l'exacerbation de la concurrence, l'ameusement des débouchés, la réduction du pouvoir d'achat des salariés conduisent à la multiplication des faillites des petits possesseurs de capital. Ils rendent de plus en plus insupportables l'alourdissement de la fiscalité et des charges sociales. Parallèlement, la crise, en développant le chômage et la peur du chômage, divise les exploités, entraîne des tendances au repli sur soi, à la recherche de solutions individuelles ou de boucs émissaires. Ces tendances prennent d'autant plus de poids qu'elles sont encouragées par la politique d'un patronat qui cherche à atomiser la classe ouvrière, à précariser certaines de ses fractions et qui recourt pour cela à l'arme du racisme et de la division.

Le mouvement ouvrier aurait toutes les possibilités de stopper ces processus désagregateurs. Il lui suffirait d'être capable de développer une orientation qui contribue à unir la classe ouvrière et à rassembler, autour d'elle, tous les secteurs qui ont objectivement intérêt à lutter contre les plans du grand capital.

Hélas, depuis trois ans, le PS et le PC au pouvoir ont fait exactement le contraire. Cédant aux pressions de la droite et du patronat, ils ont dilapidé leur capital de 1981, provoquant le retour à droite d'une partie de l'électorat qui avait porté François Mitterrand au pouvoir et entraînant une gigantesque désorientation dans les rangs ouvriers. Au stade actuel, le PC et le PS n'apparaissent plus porteurs de solutions politiques. Dans le même temps, les directions syndicales ont abdiqué de leurs tâches élémentaires de défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs. C'est tout le mouvement ouvrier qui en subit maintenant le contrecoup en perdant une partie de ses capacités de polarisation politique et sociale. Ce vide crée un terrain propice à la démagogie réactionnaire. Comme le constate fort justement, à propos de l'action revendicative, la fédération HACUITEX de la CFDT : « *Si la CFDT est absente de ce terrain, d'autres répondront, à leur façon, à*

*l'attente des travailleurs : soit d'autres organisations syndicales qui prendront des initiatives que nous serons condamnés à suivre, ou à dénoncer, soit une autre idéologie répondra, par le racisme et la violence, par exemple, aux angoisses des travailleurs (5).* »

On voit à présent les premières conséquences de cette situation. La démagogie d'un Le Pen a su trouver un écho parmi une clientèle de petits-bourgeois et de petits patrons exaspérés par la crise. Mais surtout, ses discours sur l'immigration et l'insécurité lui ont permis d'exploiter les effets de la crise dans certaines zones populaires, les moins organisées par le mouvement ouvrier. Le phénomène touche notamment des catégories « lumpénisées » de travailleurs, regroupées à la périphérie des grands centres urbains. De ce point de vue, le 17 juin confirme les résultats des municipales de 1983 et des élections partielles qui ont suivi à Dreux, Aulnay-sous-Bois ou dans le Morbihan. Les sondages indiquent que 27 % des électeurs de Le Pen sont des cadres moyens ou des employés et que 13 % sont des ouvriers (6). Reflet de la désorientation et de la déception qui se répandent dans les rangs ouvriers, 17 % de cet électorat affirme avoir voté pour les candidats de la gauche au premier tour de la présidentielle de 1981. Ce que paraissent confirmer — même si les transferts de la gauche vers l'extrême droite demeurent fort limités — les résultats dans certains bastions ouvriers de Seine-Saint-Denis, des Bouches-du-Rhône ou du Rhône : 17,94 % des voix pour Le Pen à Aulnay, 17,03 % au Blanc-Mesnil, 16,56 % à Gagny, 17,44 % à Rosny-sous-Bois, 17,93 % à Sevran, 20,23 % à La Ciotat, 16,83 % à Villeurbanne, etc.

2. La crise de la droite traditionnelle. Ce second facteur aggrave et amplifie la montée de Le Pen car, à la différence de la situation qui prévalait depuis la fondation de la V<sup>e</sup> République, il permet aux courants « ultras » du camp réactionnaire de retrouver un champ d'action autonome. Le gaullisme, en instaurant un Etat fort et en stabilisant à sa périphérie un puissant réseau de supplétifs, avait réduit l'extrême droite à la marginalité. En 1965, la décolonisation algérienne à peine terminée, Tixier-Vignancour passa de justesse la barre des 5 % au lieu des 20 % qu'il escomptait. Après le départ de De Gaulle en 1969, toute une fraction de cette opposition de droite au fondateur de la V<sup>e</sup>





Meeting du Front national en 1973. A gauche, R. Holleindre, ancien OAS, responsable du service d'ordre du FN. A droite, F. Brigneau, collaborateur de « Minute » et de « Présent ». Au centre, Le Pen. Le mot d'ordre du fond est emprunté au MSI, parti néofasciste italien, de même que le sigle du FN.

République se rallia à la personne et à la politique de son successeur. Ce mouvement se poursuivit en 1974, et l'on vit les activistes les plus en vue de l'extrême droite faire campagne chez Giscard. Au premier tour de 1974, Le Pen — représentant ceux qui refusaient l'absorption par les appareils traditionnels — ne recueillit d'ailleurs que 190 000 voix, soit 0,74 % de l'électorat.

Mais dès cette époque, la modification des équilibres internes à la coalition majoritaire entraîna des ébranlements dont les effets différés sont, pour partie, à l'origine de la poussée présente de l'extrême droite. Ce sont ces facteurs de crise profonde que décrit René Rémond : « Une césure est intervenue en 1974 dans cette continuité [celle de la V<sup>e</sup> République] : la présidence de la République a échappé au parti gaulliste pour tomber aux mains de la droite de tradition libérale. Deux ans plus tard, la direction du gouvernement à son tour a été perdue par les gaullistes, désormais évincés des responsabilités majeures. Le système des forces politiques ne se remit jamais tout à fait de cette secousse et le fonctionnement de la majorité en demeura perturbée (7). »

La défaite de 1981 marqua l'échec du projet politique giscardien,

fondé sur la recherche d'un consensus social englobant le « groupe central » (8) des employés, cadres, techniciens, ingénieurs, enseignants, etc. Et les conditions dans lesquelles elle survint, les très vives luttes qui opposaient gaullistes et partisans du président sortant, l'incapacité de chacun des deux protagonistes à prendre durablement le pas sur l'autre ne permirent pas la réorganisation du dispositif politique de la bourgeoisie. Trois ans après l'accession de la gauche aux affaires, la droite ne dispose toujours pas d'un projet politique cohérent et elle n'a pas défini la base sociale qui lui permettrait d'asseoir l'autorité de son gouvernement, en cas de retour au pouvoir. De surcroît, le problème de son leadership comme celui du rôle respectif des partis en concurrence restent en suspens.

Il en résulte un affaiblissement du poids, de la crédibilité et de l'emprise des appareils politiques de la bourgeoisie. Ce qui donne une place accrue aux courants qui aspirent à en découdre rapidement avec la gauche et qui ne supportent plus l'immobilisme actuel. Le Pen a su recueillir les fruits de cette impasse.

Depuis qu'il a opéré sa percée, le Front national a vu se rallier à lui plusieurs dizaines de cadres et de

7. René Rémond : « Les Droites en France », éditions Aubier.

8. Le terme fut employé par Giscard dans « Démocratie française », éditions Fayard.



militants de l'UDF et surtout du RPR. Ce qu'il ne manque pas de mettre en avant comme dans cet article de son hebdomadaire qui dresse le bilan, région par région, de ses gains et interpelle vertement les dirigeants chiraquiens : « Ils apprennent avec fureur que tel ou tel de leur député ou sénateur ou de leur maire vient discrètement en privé (pour l'instant) féliciter Le Pen et l'assurer de son vote dans le secret de l'isolement. Tous n'ont pas encore l'attitude volontaire de Maurice Marquis, adjoint de l'actuel maire RPR d'Avignon, qui la semaine dernière a rejoint le Front national, ou de Jean Fontaine, député de La Réunion, apparenté RPR qui deux jours plus tard déclarait publiquement "Je voterai Le Pen" (9). » Ces tendances ne pouvaient que se répercuter sur le corps électoral. 12 % des électeurs de Giscard en 1981 et 18 % de ceux de Chirac se sont portés sur Le Pen le 17 juin.

Deux éléments ont encore accru l'impact du Front national. Tout d'abord, la manœuvre de Chirac visant à constituer une liste unique de l'opposition n'a pas porté tous ses fruits. Conjoncturellement, elle a empêché le RPR de déployer vraiment le style « musclé » qu'il affectionne, ce qui aurait pu lui permettre de limiter l'érosion. En second lieu, l'évolution idéologique de la droite depuis 1981, la reprise des thèmes habituellement véhiculés par l'extrême droite, si elles ont permis de souder l'électorat réactionnaire dans l'attente des échéances ultérieures, ont également démultiplié les réactions d'impatience de nombreux secteurs militants.

On le voit, la poussée actuelle de l'extrême droite n'aura probablement pas la brièveté du poujadisme. Car elle est la traduction d'une situation politique marquée par une crise et un chômage de longue durée, le développement d'éléments de dégradation du rapport des forces au détriment de la classe ouvrière, le discrédit croissant des appareils politiques sur la société française et l'impasse de la droite parlementaire.

## Quelle menace ?

Pour autant, il serait erroné d'évoquer une menace fasciste. Il n'est pas inutile, à cette étape, de revenir brièvement sur les trois traits principaux qui caractérisèrent la montée du fascisme en Europe, dans l'Entre-deux guerres. Les différences

avec la situation d'aujourd'hui sont considérables.

● Pour la classe dominante, l'approfondissement de la crise économique (qui devait déboucher sur le krach de 1929), la décomposition des régimes politiques, la polarisation de classes dans chacun des pays militaient en faveur d'un choix impliquant la confrontation avec le mouvement ouvrier et la destruction de ses organisations. Le régime parlementaire, les libertés démocratiques — pour limitées qu'elles aient été — étaient devenus un obstacle à la restauration du taux de profit. Dans sa remarquable étude sur le fascisme, Daniel Guérin résume ce qu'était alors le problème des possédants : « Le régime "démocratique" se prête assez mal à la réalisation d'un tel plan. Tant que la "démocratie" subsiste, les diverses catégories sociales qui composent le peuple (bien que copieusement dupées et grugées) ont tout de même quelques moyens de se défendre contre la "grande pénitence" : liberté de la presse, suffrage universel, droit syndical, droit de grève, etc. Moyens insuffisants sans doute, mais qui imposent quelques limites aux exigences illimitées des puissances d'argent. La résistance, notamment du prolétariat organisé rend assez difficile le massacre des salaires (10). » Dans un premier temps, le patronat se contenta de structurer de puissantes bandes armées, pour harceler la classe ouvrière et affaiblir sa résistance. C'est l'insuffisance de cette tactique et le durcissement des tensions sociales qui conduisirent le capital à lancer ses hommes de main à l'assaut du pouvoir politique.

Aujourd'hui, même si la crise pousse partout à un durcissement autoritaire, les luttes de classes ne sont pas arrivées à un point tel que la bourgeoisie n'ait plus d'autre recours que la destruction du mouvement ouvrier. Cela explique pour une bonne part que les bandes patronales restent squelettiques. De plus, les mécanismes de la démocratie représentative sont loin d'avoir épuisé leur efficacité pour la défense des intérêts dominants. Enfin, l'Etat fort instauré en 1958 est l'objet d'un consensus inédit, la gauche gouvernementale ne contestant même plus les dispositions putschistes de la Constitution.

● Dans les années vingt et trente, les organisations ouvrières furent incapables de s'opposer à l'offensive du grand capital en unissant les exploités autour d'un programme visant à la

9. « Le National », 14 juin 1984.

10. Daniel Guérin : « Fascisme et grand capital », éditions Maspéro.



prise révolutionnaire du pouvoir. Par sa veulerie et son attachement imbécile à la démocratie parlementaire, le mouvement ouvrier dominé par des orientations réformistes perdit progressivement toute capacité attractive vis-à-vis des secteurs non prolétariens. Ces derniers, pour reprendre l'expression de Trotsky, ne voyaient « dans les partis ouvriers que des machines parlementaires ».

Pour l'heure, si les directions ouvrières ont dilapidé les résultats de 1981, si elles n'ont pas su exploiter le mouvement vers la gauche de certaines catégories intermédiaires, la bourgeoisie est loin d'avoir regagné tout le terrain perdu. Le retour vers la droite de secteurs de l'électorat populaire ne s'opère que lentement, comme le prouve le très fort taux d'abstention qui caractérise toutes les échéances électorales depuis deux ans. L'issue de cette situation instable et mouvante dépendra de la capacité de la classe ouvrière de reprendre l'initiative dans la prochaine période et d'affirmer, sur la scène politique, ses propres solutions à la crise du système.

● Le fascisme disposait enfin d'une base de masse organisée dans la petite bourgeoisie et le lumpen-prolétariat. « *Le fascisme unit et arme les masses disséminées*, écrivait ainsi Trotsky ; d'une "poussière humaine" — selon notre expression — il fait des détachements de combat. Il donne ainsi à la petite bourgeoisie l'illusion d'être une force indépendante. Elle commence à s'imaginer qu'elle commandera réellement à l'Etat (11). »

Telle n'est évidemment pas la situation des années quatre-vingt. La petite bourgeoisie traditionnelle ne possède plus qu'une place réduite dans la formation sociale française, ce qui rend difficile sa levée en masse. De même, le rapport des chômeurs ou des éléments paupérisés de la classe ouvrière au mouvement ouvrier est encore très largement conservé, en dépit des premières manifestations de désagrégation déjà décrites. De ce fait, l'extrême droite est actuellement incapable d'organiser des fractions de masse significatives. Le Front national n'est encore qu'un appareil électoral. Son cortège de deux à trois mille personnes dans la manifestation — nationale ! — du 24 juin à Paris donne une idée exacte de sa réalité militante. Et l'impuissance des organisations qui lui sont proches à structurer une force de frappe anti-ouvrière et anti-immigrés, conduit aux mêmes conclusions (12).

Il n'en demeure pas moins que les

résultats des élections européennes auront des prolongements sérieux. D'abord parce qu'ils vont peser sur les secteurs les plus « radicaux » de l'opposition parlementaire et encourager toute une série de secteurs (fractions « dures » du CNPF, petits patrons, syndicats jaunes...) à passer aux actes contre les travailleurs, et plus particulièrement contre les plus exposés d'entre eux, les immigrés. Cela peut, par exemple, donner un nouvel essor au syndicalisme-maison dans les branches d'industrie contraintes d'appliquer au plus vite des plans draconiens de rentabilisation, à commencer par l'automobile. Ensuite, parce qu'ils se conjuguent avec une offensive idéologique sans précédent, offensive qui entend effacer certaines leçons de l'Histoire de la conscience populaire. L'insertion, au plus haut niveau des élites politiques de la bourgeoisie, d'hommes qui ont fait leurs classes dans les groupuscules néonazis des années soixante (13), les relais dont disposent les théories de la nouvelle droite (par le biais d'organes de presse comme *le Figaro*, *Paris-Match* ou *Magazine Hebdo*) ont fini par lever, dans le discours dominant, les « tabous » hérités de la Libération et du consensus gaulliste qui la suivit. Il n'est plus rare désormais de voir contester l'ampleur du génocide hitlérien, de voir banaliser le phénomène nazi, de voir attaquer la politique suivie en France à la Libération, etc. Tout cela concourt à atténuer la monstruosité du fascisme et à donner une toute nouvelle respectabilité à ceux qui se proclament racistes voire même anti-sémites (14).

Quel sera l'avenir du Front national ? Il est encore trop tôt pour le dire. Le Pen n'est pour le moment parvenu qu'à fédérer ou à attirer à lui l'essentiel des chapelles de l'extrême droite, des anciens collaborateurs jusqu'aux chrétiens intégristes en passant par les résidus de l'OAS et l'ossature du SNPMI. Il ne reste, à ses frontières, que quelques groupuscules sans grande influence et qui se déchirent allègrement. Beaucoup dépendra maintenant de la capacité de la droite traditionnelle à surmonter rapidement ses difficultés. Dans les enquêtes d'opinion, une grande majorité des électeurs du Front national affirment en effet être prête à retourner dans le giron du RPR dans un autre contexte électoral. Cela illustre les limites de la percée de Le Pen. Il reste qu'un échec de ce côté pourrait, à l'inverse, lui permettre d'attirer durablement les sec-

11. Léon Trotsky : « Où va la France ? », éditions de la IV<sup>e</sup> Internationale.

12. Ainsi le dernier rassemblement du SNPMI n'a réuni que deux mille cinq cents personnes contre douze mille un an auparavant. De même, dans la police, le syndicat d'extrême droite (FPIP) est menacé de disparition pure et simple.

13. La quasi-totalité de la direction d'Ordre nouveau, et du Parti des forces nouvelles qui lui succéda, est actuellement reconvertie dans les états-majors du RPR et de l'UDF.

14. Le numéro six de la liste du FN, Bernard Antony, dit Romain Marie, élu à Strasbourg, est actuellement sous le coup d'une inculpation pour provocation à la haine raciale, à la suite d'un discours violemment antisémite prononcé à la Mutualité, en octobre 1983.

15. « Où va la France ? », op. cit.





Manifestation du Front le 6 septembre 1983. Sur la gauche, Le Pen.

teurs que le gaullisme avait intégrés ou l'aider à s'inscrire dans un grand rassemblement de la droite bonapartiste. Déjà il est significatif que des organisations comme le CNIP (Centre des indépendants et paysans), jadis totalement satellisé par le RPR, lorgne de plus en plus vers une recomposition de la « droite nationale ». Mais Le Pen devra, pour cela, conserver son profil « antipoliticien » et « radical » actuel, ce qui n'ira pas sans contradictions.

## Les responsabilités du mouvement ouvrier

Quel que soit l'avenir du Front national, il convient de combattre, sans délai, une maladie qui ne s'est jamais guérie d'elle-même. Le bilan de la dernière campagne électorale prouve de ce point de vue qu'il y a fort à faire pour que le mouvement ouvrier se place véritablement à la hauteur de ses responsabilités. Le PS, en minimisant volontairement la portée des scores de Le Pen mène la politique de gribouille. Lionel Jospin n'est-il pas allé jusqu'à parler à son propos de « baudruche » ? Pire, pour diviser la droite, les gouvernants sont même allés jusqu'à braquer les projecteurs sur Le Pen, jusqu'à lui donner un large accès aux médias. Ils espéraient en retirer les bénéfices, en cherchant par ailleurs à stabiliser une petite force de « centre gauche » autour de la liste ERE. C'est le contraire qui s'est produit : les socialistes ont servi de marche-pied à un courant qui menace les travailleurs et les libertés. De son côté, le PCF a paru plus conscient de la menace. Cela ne l'a pourtant pas empêché de tenter, comme le PS, de casser les mobilisations anti-Le Pen dans plusieurs villes, afin de ne pas effrayer les électeurs. Les résultats sont là : ils

n'ont pas gagné une voix grâce à cette attitude et une partie de l'électorat communiste a sanctionné le gouvernement en votant directement à l'extrême droite.

L'extrême gauche, quant à elle, a réagi en-deçà des enjeux. Le PCI s'est totalement désintéressé de ce terrain d'action et nos camarades de Lutte ouvrière ont expliqué que le phénomène Le Pen détournait les travailleurs de leurs objectifs de lutte contre le capitalisme et l'austérité, dont l'extrême droite n'était que le produit. Une approche étonnante, contre laquelle Trotsky polémiquait déjà en 1934 : *« Impossible de se défendre contre les fascistes parce qu'ils représentent... "un produit du régime capitaliste", questionne-t-il, puis il poursuit : cela veut donc dire qu'il faut renoncer à toute lutte, car tous les maux sociaux contemporains représentent des "produits du système capitaliste" (...) Il faut, nous dit-on, viser tout le "système". Comment ? Par dessus la tête des êtres humains ?(15). »*

C'est en fonction de l'analyse des dangers de la situation présente et de ses propres traditions — celles du Front universitaire antifasciste à l'époque de l'OAS, de la JCR, de la Ligue communiste — que la LCR s'est engagée dans le combat contre Le Pen, à l'occasion de la campagne des européennes. Elle s'est battue, lors de chaque initiative du Front national, pour la réalisation de l'unité la plus large du mouvement ouvrier et démocratique, condition de l'organisation de puissantes manifestations antifascistes et antiracistes. Car c'est en montrant sa force et sa détermination que le mouvement ouvrier peut mettre en échec ses pires ennemis, et dissuader tous ceux qui seraient tentés de prêter une oreille complaisante à leur démagogie.

Il est aujourd'hui possible de tirer un premier bilan de cette bataille. Certes, dès lors que le PS et le PC

s'engageaient à reculer sur ce terrain, il n'était pas possible d'espérer limiter les succès électoraux de Le Pen. Mais les initiatives prises dans la plupart des villes du pays, et qui ont réuni des dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs, constituent néanmoins un atout pour l'avenir. Elles ont, d'une part, permis de sensibiliser des milliers de militants ouvriers à cet aspect du combat de classe. Elles ont également contribué à limiter l'affluence aux meetings du Front national. Les dirigeants de ce dernier ne s'y sont pas trompés en exhalant leur haine contre ceux qui voulaient les « marginaliser à nouveau ». Et elles ont surtout réussi à forcer Le Pen à révéler sa vraie nature, en lançant ses nervis contre les manifestations (comme à Marseille) ou en menaçant les immigrés de représailles (comme à Lille).

C'est dans cette voie, et sur la base de ces acquis, qu'il faut maintenant continuer. En développant un large travail d'explication et de dénonciation de la réalité du Front national. En faisant en sorte que le combat contre l'extrême droite implique toutes les organisations ouvrières (à commencer par les syndicats) et dépasse le cadre des travailleurs combattifs et de fractions de la jeunesse. En luttant pour le front uni des organisations ouvrières, contre les provocations fascistes et en défense des droits des travailleurs immigrés. Et en suscitant, chaque fois qu'il sera nécessaire, l'autodéfense unitaire des activités et des locaux du mouvement ouvrier ainsi que des quartiers immigrés. C'est en répondant correctement aux attaques de l'extrême droite, en favorisant sur tous les terrains, la mobilisation de masse que l'on construit, aussi, les conditions d'une contre-offensive d'ensemble des travailleurs.





## La grève des métallurgistes en RFA :

# Les travailleurs allemands rattrapent les luttes de la classe ouvrière européenne

Jacob MONETA.

**N**OTRE camarade Jacob Moneta, responsable du GIM (Groupe marxiste international, section de la IV<sup>e</sup> Internationale en RFA) et ancien rédacteur en chef du journal de l'IG Metall, a accepté de répondre à nos questions.

● *L'Allemagne fédérale a été longtemps présentée comme un modèle d'expansion dans la paix sociale, avec la participation active des syndicats. La lutte des métallos pour les 35 heures montre que la situation a profondément changé.*

La République fédérale est entrée dans une période d'intenses luttes sociales. Dans la métallurgie, environ 400 000 travailleurs sont en grève, lockoutés ou en chômage technique (ce qu'on appelle le « lock-out froid »). Des dizaines de milliers de travailleurs du livre organisent des grèves perlées. Venus de tous bords — du service public de la Poste, des banques, des assurances, du commerce —, des centaines de milliers d'autres ont participé à des manifestations, parfois avec interruption du travail. Même les policiers ont demandé les 35 heures, lors d'une manifestation en uniforme, à Brême ! Leur syndicat est le dix-septième à rallier la confédération allemande des syndicats (le DGB), qui compte 7,5 millions de membres organisés.

Il n'y a pas si longtemps, en pleine lutte électorale qu'il avait d'ailleurs gagnée, le social-démocrate et ex-chancelier Helmut Schmidt vantait le « modèle allemand » tant admiré dans le monde entier, surtout à cause de la paix sociale qui régnait dans notre pays, et qui expliquait — d'après lui — le « miracle économique ».

Les marxistes pensaient au contraire que c'était la situation économique extrêmement favorable, due à des facteurs spécifiques mais conjoncturels, qui permettait des concessions considérables à une classe ouvrière fortement organisée. Quand la crise atteindrait la RFA, ce calme social devait disparaître. Et ces marxistes étaient considérés alors comme des « traditionnalistes » un peu fous, qui croyaient à une lutte de classe démodée !

● *Quelle est la situation du conflit en ce moment présent et que penser d'un éventuel compromis ?*

Dans le passé, le patronat était assez souvent enclin au compromis : pour maintenir les syndicats

comme force organisée capable de discipliner la classe ouvrière, et éviter des surprises semblables à celle de Mai 68 en France. Mais cette fois-ci, il s'est braqué complètement : il ne bouge pas d'un pouce et refuse de réduire le temps de travail pour tous au dessous de quarante heures, même d'une seule heure. Les patrons disent même d'une seule minute !

Avec ses 2,5 millions de membres et une caisse de grève bien remplie, l'IG Metall est sur la défensive. Après avoir reçu 80 % des voix lors des votes à bulletin secret dans les régions de Stuttgart et de Francfort (les conventions collectives ne sont pas nationales mais régionales), elle doit faire face à trois obstacles.

### Trois obstacles face à l'IG Metall

Le premier est une tradition néfaste qui consiste à ne pas mobiliser les participants à un combat syndical, à les laisser spectateurs de leur propre lutte. La volonté de changer cela se heurte à la résistance de beaucoup de « seigneurs » des conseils d'entreprise, habitués à composer, surtout dans les grandes entreprises, avec le « management ». Ils renvoyaient simplement les gens chez eux, sans obligation de participer à tour de rôle aux piquets de grève, de se faire enregistrer dans les locaux de grève, toutes choses d'autant plus nécessaires qu'une propagande des médias contre les 35 heures obnubile la conscience des grévistes et de leurs familles.

Le second obstacle est le lock-out, arme préférée du patronat en RFA, mise en œuvre cette fois-ci également. Cette arme est d'autant plus dangereuse que l'IG Metall, d'après ses statuts, paye une indemnité considérable aux grévistes, mais aussi aux lockoutés. La demande d'interdire légalement les lock-out est totalement insuffisante. Et le vœu de la gauche syndicale de répondre aux lock-out par l'occupation des usines ne s'est pas réalisé non plus. Ce n'est un secret pour personne que le légalisme imprègne profondément la classe ouvrière allemande. Mais là où il commence à se dissiper, le phénomène n'est pas encouragé par une direction syndicale qui a peur d'être condamnée à des dommages et intérêts très lourds pour infraction au « droit » si elle appuie directement les occupations.

Troisième obstacle, la caisse nationale d'allocation chômage a décidé, pour la première fois, de ne pas venir en aide à ceux qui subissent le chômage



technique « en dehors du champ de bataille » de la région tarifaire concernée par la lutte. C'était un coup d'autant plus rude que l'IG Metall avait commencé la lutte par une grève bouchon de 13 000 grévistes dans les entreprises qui produisent les pompes, les pistons, les radiateurs, etc. pour l'automobile. L'effet calculé était de paralyser cette industrie en pleine prospérité. La collusion du patronat avec la caisse de chômage, à l'instigation sans doute du gouvernement démocrate chrétien-libéral et de son ministre du Travail Norbert Blüm (lui-même membre du syndicat IG Metall !), peut vider assez vite les caisses du syndicat.

Voilà pourquoi l'IG Metall s'est refusée à verser des indemnités aux ouvriers touchés par le lock-out « froid » (mise en chômage technique). Mais en même temps, la direction syndicale s'est refusée à élargir le front de lutte, à faire voter les régions non incluses dans la grève, ce qui aurait créé la possibilité de préparer une contre-attaque.

Une grève qui piétine commence à pourrir. Après la marche sur Bonn, qui a mobilisé plus de 200 000 travailleurs sous une pluie torrentielle contre la décision de ne pas payer l'allocation de chômage technique, on a raté l'occasion propice qui eut permis de faire voter les autres régions.

Dans les négociations, la demande de réaliser les 35 heures tout de suite et sans perte de salaire — c'est le seul moyen de combattre efficacement le chômage — a été abandonnée. Elle est remplacée par la revendication d'un échelonnement sur plusieurs années, et sans compensation salariale intégrale. Mais le patronat s'est moqué ouvertement de ces concessions, car il sentait que la direction de l'IG Metall n'était pas prête à se lancer dans une contre-attaque, par peur de vider les caisses du syndicat sans doute.

Le comportement du syndicat du livre est intéressant : après avoir entamé la lutte par des grèves perlées et s'être lancé le premier dans une tentative d'« arbitrage » — sous l'égide du professeur Biedenkopf, dirigeant bien connu des démocrates chrétiens —, il a quand même répondu au refus du patronat de discuter de la diminution des horaires de travail en général par des grèves « illimitées ». Mais il n'y a pas de doute que ce petit syndicat ne peut gagner la lutte pour les 35 heures, ni même briser le tabou des quarante heures, sans la puissante IG Metall.

C'est pourquoi, après cinq semaines d'une lutte dure, nous sommes maintenant dans un cul-de-sac. Il est impossible de calculer les possibilités d'un compromis tant que l'IG Metall n'est pas contrainte de « mettre le paquet ». L'obstination du patronat, et c'est « l'arme secrète » de la gauche syndicale, peut encore l'y contraindre.

● *Le premier obstacle dont tu parles, la non-participation traditionnelle des grévistes à la lutte, est-il en voie d'être dépassé ? Des formes d'organisation grévistes se développent-elles actuellement ?*

C'est peut-être le point le plus faible. Ce sont seulement les organisés qui forment le comité de grève. Généralement, ce sont des membres du conseil d'entreprise, les hommes et les femmes de confiance du syndicat (les comités d'entreprise sont une institution légale. Notre législation leur impose le devoir de

défendre l'intérêt de l'« entreprise ». Ils ne peuvent pas organiser de grève eux-mêmes et le droit du travail très restrictif en RFA ne permet pas les grèves dans la période couverte par les conventions collectives. C'est ce qu'on appelle « l'obligation de maintenir la paix »).

Nous n'avons pas une organisation de grève pour ceux qui ne sont pas syndiqués. Généralement, nous n'avons pas eu de difficultés avec les inorganisés, en dépit du fait qu'ils ne touchent pas une indemnité de grève versée par la caisse syndicale. Mais il y a pourtant des cas où ils ont gêné (le pourcentage de briseurs de grève n'a guère dépassé 5 %). S'il y avait eu des comités de grève incluant les non-syndiqués, cela aurait facilité beaucoup de choses, peut-être même pour les gagner à l'organisation après la grève. Par exemple, les non-organisés sont terriblement vexés par les lock-out.

● *Les métallos allemands s'étaient déjà battus en 1978 pour les 35 heures. Peux-tu nous rappeler brièvement cette lutte, et le chemin parcouru depuis ?*

En 1978, l'IG Metall s'est battue seulement dans les aciéries. Les sidérurgistes ont une convention collective à part. Le patronat a contrecarré la demande de 35 heures tout de suite par l'offre de six semaines de congés payés (échelonnés sur plusieurs années, mais en donnant quand même aux jeunes de moins de vingt et un ans neuf jours de congés payés de plus !). L'IG Metall n'incluait pas les aciéries qui produisaient des tôles pour l'industrie automobile, par peur du chômage technique qui en serait résulté et qui aurait déjà posé la question : qui va payer pour ces chômeurs ?

Après six semaines de grève, on renonçait à une diminution des heures de travail et on acceptait les six semaines de congés, avec un surplus pour les travailleurs âgés de plus de cinquante ans et pour ceux qui font des heures de nuit les jours fériés.

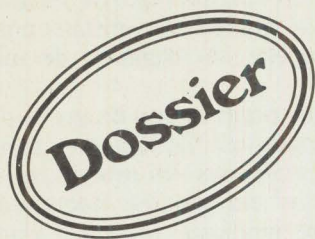
Mais la faute la plus grave était de conclure un accord pour cinq ans, pendant lesquels la question de la diminution du temps de travail ne pouvait être soulevée. La même convention, exactement, était reprise pour l'industrie métallurgique. Mais c'est justement dans cette période que la crise a touché gravement la RFA. Dans les trois années 1979-1982, le chômage a triplé, passant de 800 000 à 2 400 000. Le développement technologique s'est accéléré, provoquant un chômage supplémentaire, dans l'automobile par exemple avec l'introduction des robots.

Le contrat de cinq ans conclu en 1978 a expiré en 1983, c'est pourquoi la lutte pour les 35 heures ne pouvait commencer plus tôt.

● *Le mouvement actuel n'est pas surgi d'une pression de la base, mais d'une détermination de l'IG-Metall et d'autres syndicats pour, face au chômage, arracher les 35 heures. Qu'est-ce qui explique cette évolution vers un syndicalisme qui se bat, en contraste avec un syndicalisme de « partenaires sociaux » ? Quels problèmes et clivages sont apparus dans l'appareil syndical face à la crise et à ses conséquences ?*

Il y avait depuis longtemps un clivage entre les syndicats qui se considéraient être des « partenaires





sociaux » et avaient une pleine confiance dans l'économie de libre marché, et les autres qui soulignaient quand même la contradiction entre capital et travail, sans tirer les conclusions socialistes de cette constatation.

Les directions de l'IG Metall et les travailleurs du livre avaient trois raisons importantes pour lancer la campagne pour les 35 heures :

Ils ont compris les conséquences néfastes du chômage pour le mouvement syndical. Ils craignaient à juste titre qu'un chômage de masse n'entame la force syndicale.

Avec le tournant politique — la victoire électorale de la droite et l'avènement de son gouvernement qualifié de « cabinet capital » —, les syndicats sont soumis à des attaques sur le plan social (une redistribution de presque deux cents milliards de DM au désavantage des couches sociales les plus touchées par la crise). Ils ne voient aucun effort du gouvernement pour combattre le chômage, et ceci même par rapport à ce que proposent les syndicats : un programme de cinquante milliards pour créer des emplois.

Ils sentaient bien en même temps que le patronat veut se débarrasser de cette idéologie des « partenaires sociaux », qui n'est acceptable pour lui dans la crise que si les syndicats se soumettent complètement aux besoins du capital et sont prêts à renoncer à beaucoup de conquêtes du passé.

Il est cependant peu probable que la direction de l'IG Metall ait prévu la volonté de résistance du patronat et la collaboration ouverte entre celui-ci et le gouvernement. Dans le passé, le gouvernement a toujours joué la « neutralité », pour se garder la possibilité d'un arbitrage politique de dernière heure. Il ne s'est pas gêné cette fois-ci pour se mettre ouvertement du côté patronal, ce qui a d'ailleurs été critiqué vertement dans la presse économique « sérieuse ». Les représentants idéologiques intelligents du capital craignent à juste titre que le gouvernement n'apparaisse de façon trop voyante comme l'agent des patrons. Ils sont effrayés aussi par la polarisation sociale et politique, plus forte que jamais auparavant.

## La gauche syndicale n'est pas organisée

● Des éléments de critique anticapitaliste apparaissent-ils dans la lutte actuelle et comment sont-ils portés par

la gauche syndicale ? Quels sont les contours de celle-ci ?

Ce qui apparaît clairement, c'est que nous avons une société de classes, que le gouvernement est du côté du capital, que la justice n'est pas neutre et que là où elle essaye de l'être les patrons se moquent d'elle !

Quelques exemples : ceux qui veulent travailler et qui sont lockoutés n'ont pas le droit d'entrer dans « leur » entreprise. S'ils le font, ils sont condamnés par la justice. Par contre, pour les briseurs de grève, que les médias appellent des « arbeitswillige » (ceux qui ont la volonté de travailler), une ruelle de trois mètres de large doit être ouverte par les piquets de grève afin de ne pas les gêner. C'est la justice qui a décidé cela.

La Constitution du Land de Hesse interdit explicitement le lock-out. Mais le patronat a obtenu un jugement qui dit que le droit « national » l'emporte sur celui du Land. Or, dans la Constitution de la République fédérale, on ne trouve rien sur le lock-out. Il n'y a pas de droit national en ce domaine !

La décision de la caisse de chômage de ne pas subvenir à ceux qui sont touchés par le « lock-out froid » était contestée par un jugement du tribunal social de Francfort. Mais le paiement de l'allocation est pourtant interdit par la caisse, qui attend maintenant le jugement du tribunal social du Land de Hesse. Ce jeu peut continuer longtemps, dans l'attente du jugement du tribunal fédéral !

Mais tout cela ne provoque pas encore de « l'anticapitalisme ». Bien sûr dans la gauche syndicale, parmi une couche de militants très large, il y a une conscience anticapitaliste. Mais ce qui manque, c'est une conscience socialiste, une alternative. Certes, il n'y a pas de chômage de masse en RDA, mais cela ne compte pas ; cela n'a pas d'influence car tout le monde — à l'exception des membres du petit parti communiste de RFA — est d'accord sur le fait que la RDA ne constitue pas un modèle socialiste pour la classe ouvrière allemande. Un régime qui ne garantit même pas l'autonomie syndicale, les droits et libertés qui existent quand même en République fédérale — quoique d'une manière tordue — n'est pas tellement alléchant pour la classe ouvrière de RFA.

La gauche syndicale à l'intérieur de l'IG Metall n'est pas organisée. C'est là son défaut le plus grave. Il y a eu pour la première fois un *Info 35* publié maintenant une fois par semaine. Ce journal ne publie pas seulement des informations, il exprime aussi une « critique solidaire » de la direction syndicale. Les quatre pages de ce bulletin d'information tiré à 4 000 exemplaires tracent une ligne d'argumentation pour beaucoup de militants actifs.

Il y a une « gauche » qui apparaît régulièrement dans les commissions tarifaires, qui sont convoquées par les instances régulières du syndicat. Là il y avait beaucoup de critiques. Mais faute d'organisation, tout cela sera étouffé et oublié quand la grève sera finie. C'est un grand danger, parce que, sans nul doute, il y aura une contre-attaque de la droite syndicale. Celle-ci va dénoncer la gauche pour avoir lancé l'organisation dans une lutte qu'on ne pouvait gagner ! C'est exactement une aile de la « gauche » qui dès le début avait déclaré que, dans la crise, on ne peut pas se bat-



tre. Ceux-là ont oublié de nous indiquer quand cette crise prendra fin et quand viendra le moment propice pour faire une grève !

Les idéologues et économistes ne manquent pas chez nous, qui donnent des conseils semblables. Ils préfèrent en fait l'adaptation à la crise plutôt que la lutte. Mais j'espère que cette lutte, qui pour la première fois a mobilisé tant de forces, va être le point de départ pour de nouvelles réflexions sur la manière de s'organiser sur la gauche.

● *La presse française relaie la campagne antigreve du patronat allemand. Elle raconte que les métallos vont compromettre la reprise économique et qu'ils sont isolés dans l'opinion publique. Quelle solidarité interprofessionnelle, locale, régionale, se manifeste ?*

L'argument selon lequel la grève compromet la reprise économique a été largement répandu par le gouvernement. Il a sans doute une certaine prise sur l'opinion publique, y compris dans la classe ouvrière. Mais l'argument officiel des syndicats en lutte était, à juste titre, que la reprise existait effectivement pour les profits ; qu'elle existait pour l'exportation ; mais que nous faisons grève, que nous nous battons pour les 35 heures afin d'avoir aussi une reprise pour les emplois.

Pour la première fois, les frontières sont devenues plus perméables entre les différents syndicats, même avec ceux qui ne se battent pas pour les 35 heures et qui ont conclu des conventions offertes par le patronat (prétraite à cinquante-huit ans avec 75 % du salaire brut jusqu'à l'âge de la retraite). Nous avons eu des sympathies assez larges. Mais aussitôt qu'il est devenu clair que la direction de l'IG Metall commençait à reculer, à faire des compromis intolérables, cette sympathie a diminué.

● *Quelle place et quel rôle ont les ouvriers immigrés dans la lutte ?*

Les immigrés ont joué un rôle important. Il en va d'ailleurs toujours comme cela en RFA. On trouve dans les piquets de grève relativement beaucoup plus d'immigrés (chez nous, ce sont les Turcs qui sont les plus nombreux) que de travailleurs allemands. Dans la région de Stuttgart, ces derniers ont encore un petit lopin de terre (chez Daimler Benz, ils viennent de villages ou de petites villes des alentours) et utilisent le « temps libre » de la grève pour travailler chez eux.

Dans la lutte même, la solidarité avec les immigrés croît en dépit de la propagande de la droite. Il y a des fêtes dans les rues, qui sont organisées ensemble par les lockoutés. Cela crée une atmosphère plus fraternelle. Les immigrés savent généralement beaucoup mieux que les autochtones comment organiser une fête. Ils sont plus spontanés, ils chantent et dansent. Pour combattre la xénophobie, il n'y a pas mieux qu'un combat syndical bien organisé, mené ensemble !

● *La grève a eu un impact sur le SPD (parti socialiste) et les Verts.*

En dépit d'une politisation de la grève, qui se dresse naturellement contre le gouvernement chrétien

démocrate-libéral, le SPD et les Verts se sont avérés être des alliés peu sûrs pour les syndicats sur le plan politique. Tous se sont déclarés verbalement solidaires. Mais dans toutes les mobilisations de masse, les Verts étaient absents, et les représentants du SPD qui étaient personnellement présents dans les manifestations ou aux piquets de grève essayaient de « modérer » politiquement les grévistes. Leurs arguments ne diffèrent pas assez souvent de ceux des patrons. Le manque d'une éducation socialiste se fait sentir terriblement dans ces occasions.

● *Nos camarades interviennent activement. Leur journal, Was Tun (Que faire) connaît une diffusion exceptionnelle.*

Le journal du GIM atteint un maximum de 27 000 exemplaires diffusés le jour de la grande manifestation à Bonn. Dans la moyenne, il atteint 17 000. La plupart de nos journaux sont distribués, pas vendus, si possible toujours dans les mêmes endroits, là où il y a des sympathisants dans les usines, où là où nous espérons trouver de la sympathie. D'après tous les témoignages, l'écho est excellent. Après les hésitations envers les premiers numéros, les journaux sont pris volontairement. Ils suscitent des discussions à l'intérieur des usines. Il y a même des endroits où l'habitude de lire notre journal est devenue si forte qu'il y a des queues pour se le procurer, car il y a trop peu de distributeurs. Nous avons trouvé un langage populaire, avec des éditorialistes qui s'engagent personnellement, qui s'adressent directement aux lecteurs et aux lectrices.

## Un géant s'est réveillé

Le slogan « Vote dans toutes les régions » était repris à l'intérieur de l'IG Metall et inclus dans des résolutions locales remises à la direction du syndicat. Nous demandons maintenant un congrès extraordinaire pour juger la stratégie et la tactique de la grève et tracer une route pour la continuation de la lutte.

Le GIM n'a pas parlé abstraitement d'une grève générale comme panacée à tous les maux. Il a demandé la possibilité d'élargir la grève par un vote. Le slogan d'un congrès extraordinaire est aussi la voie concrète pour démocratiser la lutte, rendre publique la critique de la direction, pour un tournant qui rende possible un succès.

Le résultat des élections européennes est un coup dur pour le gouvernement chrétien démocrate-libéral. Les libéraux, qui ont défendu avec acharnement les intérêts du grand capital et attaqué les syndicats, disparaissent du Parlement européen. La CDU-CSU a perdu 3 % de son électorat.

Les commentateurs ne manquent pas qui s'appliquent à expliquer les pertes du SPD (3 %) par son appui aux grévistes. Les mêmes sont curieusement silencieux sur le fait que les Verts, qui se sont déclarés officiellement solidaires de la grève pour les 35 heures, ont gagné 5 % !

● *Il est impossible de prévoir les conséquences d'un tel conflit, surtout avant son dénouement. Néanmoins peut-être peux-tu nous dire quels sont ses potentialités et ses*



# Dossier

*enjeux à court et moyen terme pour le mouvement ouvrier allemand, voire européen.*

C'est là que nous avons gagné le plus. Même en cas d'un échec de la lutte pour les 35 heures, il y a eu pour la première fois depuis l'existence de la République fédérale une lutte qui a mobilisé des centaines de milliers de travailleurs, qui a fait la démonstration que la classe ouvrière d'Allemagne fédérale est en train de rattraper les luttes de la classe ouvrière européenne ; que cette classe a des potentialités énormes. C'est un géant qui commence à se réveiller. Après un période de fatigue, voire de découragement de beaucoup d'activistes qui se sont dépensés sans borne, il y aura le commencement de réflexions, de discussions en commun, et pas seulement à l'extrême gauche, qui a changé de peau depuis le temps des révoltes étudiantes et se compose beaucoup plus

d'éléments de la classe ouvrière au sens large.

A l'intérieur des syndicats, on va discuter aussi des effets des nouvelles technologies, qui ont eu quelques conséquences désastreuses. Les grévistes du syndicat du livre par exemple ont vu qu'il est possible de produire un journal avec très peu de forces, quelques employés et techniciens, ou tout simplement de transférer la production dans d'autres pays. Cela soulève le problème de l'européanisation des luttes.

Ce qui me semble le plus important, c'est le commencement d'une discussion à partir de l'explication de la crise capitaliste, qui mène les militants les plus politisés à réfléchir sur les possibilités d'une société socialiste sans crise, sans chômage, mais avec la participation démocratique des travailleurs, qui auront le droit de se mêler de leurs propres affaires.

**Francfort, le 19 juin 1984**

L'IG-Metall et le patronat de la métallurgie ont conclu un accord mercredi 27 juin sous les auspices du médiateur Leber, ancien ministre social-démocrate. La consultation des « délégués des conseils d'entreprises » était en cours en fin de semaine. Le travail devait selon toute vraisemblance reprendre, à partir du mardi 3 juillet ou du mercredi 4. L'analyse du compromis proposé par la direction de l'IG-M, après sept semaines de lutte, et les discussions animées qu'il entraîne dans le syndicat, sont largement évoquées dans *Rouge* du 6 juillet. Nos lecteurs s'y rapporteront. A l'heure où ces lignes sont écrites, les travailleurs de l'imprimerie et leur syndicat, l'IG Druck und papier, sont pour leur part toujours en grève.

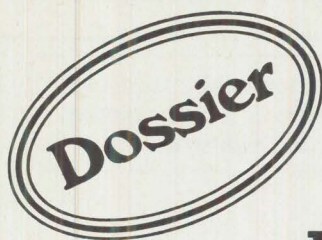
**Dimanche 1<sup>er</sup> juillet.**



Manifestation de sidérurgistes à Stuttgart.

Photo empruntée à « Metall-Nachrichten », quotidien du syndicat pendant la grève.





# 35 heures et stratégie du « partage du travail »

Michel DUPONT

**L'**IDEE de la réduction du temps de travail pour lutter contre le chômage s'appuie sur une intuition partagée : quand 10 % de la population active est au chômage, il suffirait de diminuer de 10 % le temps travail des 90 % qui ont un emploi pour que tout le monde puisse travailler. Si les 18 millions d'actifs sur 20 travaillent quarante heures, le nombre d'heures travaillées (720 millions par semaine) pourrait être réparti entre toutes les mains à condition que les vingt millions de travailleurs fassent tous trente-six heures ( $36 \times 20 = 720$ ).

La simplicité de cette intuition fait la force de la revendication de réduction du temps de travail (RTT). Mais la théorie du « partage du travail », élaborée par les experts de la CFDT et du gouvernement, prétend dépasser ce « bon sens » un peu simpliste. Les démonstrations des économistes officiels visent à prouver que :

1. Réduire de 10 % le temps de travail n'entraînerait pas l'élimination du chômage, contrairement à ce qu'indiquerait la simple règle de trois qui fonde le rapide calcul précédent.

2. La réduction du temps de travail (RTT) doit s'accompagner d'une réduction correspondante des salaires mensuels : il ne doit pas y avoir de « compensation », faute de quoi les coûts de production grimperaient ; les entreprises perdraient leurs clients et les faillites en série aggraveraient le chômage.

3. La RTT n'est possible que si la durée de l'utilisation des machines, elle, ne baisse pas et même augmente. Dans le cas contraire, la production diminuerait et les entreprises ne pourraient plus honorer leurs commandes ; en outre, le coût en capital par unité produite augmenterait, car les machines seraient amorties moins vite. Donc, pour caricaturer, les 35 heures, d'accord, mais tout le monde en  $3 \times 8$  !

Ces trois restrictions sont parfaitement fondées... si on considère les 35 heures comme une mesure isolée, visant à adoucir la « rigueur » des temps par un peu de « solidarité », en ne touchant à rien d'autre, et surtout pas à la logique du profit. En effet, tous les « modèles économétriques » (petites maquettes qui essaient de reproduire sur ordinateur le fonctionnement de l'économie et servent à ces démonstrations) ne peuvent servir qu'à illustrer des « varian-

tes » de politique économique, aucunement à tester l'effet de remise en cause profonde des règles du jeu capitalistes. S'enfermer dans leur logique, comme le fait la CFDT soucieuse de « réalisme », c'est accepter *a priori* tous leurs présupposés, parmi lesquels le libre-échange intégral, la priorité du profit, le maintien du système fiscal actuel, etc.

Mais surtout, c'est dresser directement certaines catégories de travailleurs contre d'autres. Culpabiliser les « nantis » qui ont un emploi et prétendent défendre aussi leur pouvoir d'achat, c'est affaiblir la classe ouvrière dans son ensemble, et surtout ses secteurs les plus isolés et les moins organisés. Multiplier les référendums pour demander aux ouvriers « s'ils préfèrent leur emploi à un maintien intégral de leur pouvoir d'achat », comme s'en vante la CFDT à Citroën, c'est affaiblir d'avance le rapport de forces avec le patron en lui promettant d'emblée des concessions importantes. La caricature de cette démarche, malheureusement acceptée par la CFDT locale, on l'a vue à l'usine LIF dans la Sarthe, où 256 femmes ont été placées d'office à mi-temps afin d'« éviter » 128 licenciements.

A l'usine Bull d'Angers, la CFDT a, selon *Syndicalisme hebdo* du 31 mai, remporté une grande victoire contre une « discrimination sexiste » (sic) : dans le cadre du passage à trente-trois heures pour les travailleurs postés, elle a obtenu que les femmes aussi aient le droit de travailler de nuit alors que la loi l'interdit... Et ceci bien que le CHS « avait donné un avis défavorable au projet de la direction, se basant notamment sur l'absence d'agents de sécurité pour le travail de nuit »... L'acceptation des contraintes patronales en matière de durée d'utilisation des machines et d'organisation du temps de travail mène parfois très loin.

Et pourtant le patronat, qui se félicite bien sûr d'amener vers ses préoccupations des syndicats gagnés au « réalisme », continue, malgré toutes les concessions qu'on lui promet, à refuser obstinément de discuter des 35 heures et de toute autre mesure de réduction générale du temps de travail. Ce ne sont pas les suppliques actuelles du gouvernement pour que les « partenaires sociaux » négocient sur ce thème qui le feront bouger d'un pouce.

## Les arguments des patrons

Pour comprendre cet échec flagrant de la stratégie de la CFDT et l'abandon en pratique par le gouver-



nement, malgré les rodomontades de Mauroy (« *Les 35 heures doivent être la revendication majeure !* », s'est-il permis de dire le 20 mai à Villeneuve-d'Asq) de toute politique de RTT, il faut écouter la virulence patronale sur le sujet. Dans une interview au *Figaro* (18 mai), Gattaz déclare : « *Nous sommes totalement et irréductiblement opposés à une réduction uniforme et obligatoire du temps de travail (...) Nous ne sommes pas opposés à certaines réductions du temps de travail, à condition de laisser les choses se faire naturellement et spontanément, progressivement et de façon décentralisée (...) Nous réclamons le droit à la différence. Le partage du travail, c'est le partage de la pénurie. Or, la France a besoin de renouer avec la confiance en l'avenir, l'esprit d'aventure, une certaine volonté de puissance (...) Les chefs d'entreprise sont radicalement opposés à toute idéologie du renoncement.* »

Pour Helmut Kohl, « *Les 35 heures sont une revendication stupide et absurde.* » La direction de Citroën met comme préalable à la discussion de ce point « *une acceptation par le personnel et l'ensemble des organisations syndicales d'une réduction au moins proportionnelle et durable du salaire* » ! (dixit Jacques Calvet).

Paul Fabra dénonce dans le *Monde* du 22 mai « *le mirage des 35 heures* » : le chômage provient du « *manque de flexibilité du marché de l'emploi* » et des « *salaires trop élevés dans cette partie du monde* » ; il serait absurde de vouloir le résorber par une mesure rigide ; plutôt que de travailler moins il vaudrait mieux « *donner le fameux coup de collier* ».

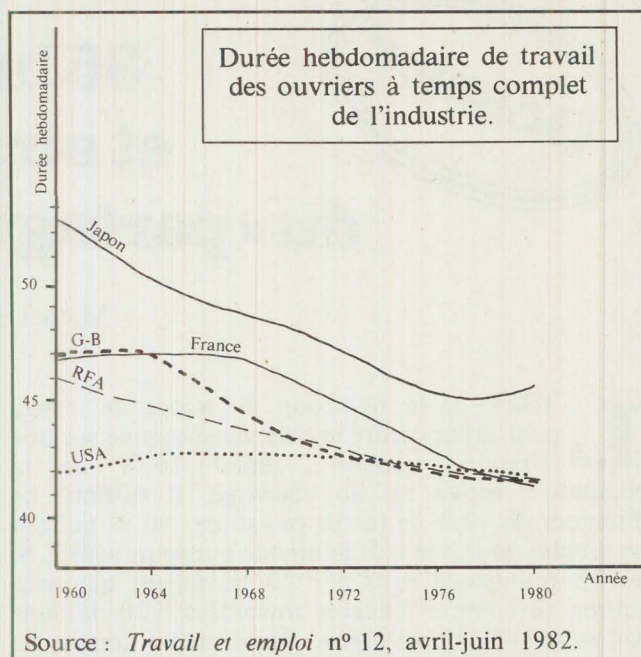
Ces arguments devraient amener à proposer d'aligner les salaires et le droit du travail européens sur ceux de la Corée du Sud. Gattaz se contente de demander qu'on « *rende aux entreprises le droit d'em- ployer, c'est-à-dire d'embaucher et de licencier* ». Personne ne restreignant le droit d'embaucher, Gattaz avance sa revendication des « ENCA » (Emplois nouveaux à contraintes allégées) : pour se mettre en appétit, le patronat demande que les nouveaux embauchés puissent être licenciés, sans nécessité d'autorisation administrative ; qu'ils ne comptent pas dans les effectifs de l'entreprise en ce qui concerne les « seuils » (qui obligent par exemple à créer un CE quand on embauche un cinquantième salarié) ; que les charges patronales leur correspondant soient diminuées de 10 %.

L'argument choc contre la RTT, Gattaz le trouve à l'étranger : les pays à durée du travail la plus longue (Japon, USA) seraient ceux où le taux de chômage est faible ou a récemment baissé. Mais il invoque des statistiques visiblement fausses, contradictoires en tout cas avec les dernières publications de l'OCDE (1) ainsi qu'avec celles du ministère du Travail (2). Mais il oublie de signaler que les emplois nouveaux créés aux USA en 1983-1984 (cinq millions) sont massivement des emplois précaires ou à temps partiel !

## Les raisons de l'allergie patronale

Les véritables raisons du patronat sont d'un autre ordre, tout à fait inavouable. On en trouve une première indication en examinant l'évolution de la durée moyenne du travail offerte aux ouvriers de l'in-

dustrie dans les grands pays de l'OCDE (l'organisation regroupant les gouvernements des pays impérialistes).



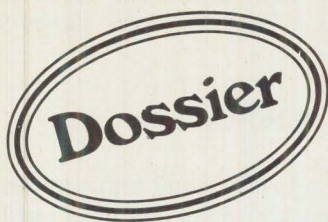
Le graphique reproduit ci-contre montre que la durée du travail, qui baissait partout assez rapidement jusqu'à la moitié des années soixante-dix, a pratiquement cessé de diminuer depuis 1975 (et a même augmenté au Japon). De 1968 à 1976, elle diminuait de 0,9 % par an pour l'ensemble des pays de l'OCDE ; de 1976 à 1980, elle n'a baissé que de 0,2 % par an. Dans tous les principaux pays, les patrons ont bloqué la réduction des horaires travaillés dans l'industrie à partir du début de la crise économique.

Il y a là beaucoup plus qu'une simple coïncidence. Ainsi, pour expliquer la stagnation de la durée moyenne du travail en France entre 41 et 40 heures depuis 1975, la plupart des commentateurs considéraient que « la loi des 40 heures » représentait une « barrière psychologique ». Mais cette stagnation se retrouvant dans tous les autres pays, dont beaucoup n'ont aucune loi sur la durée normale du travail, il faut bien en conclure qu'on a affaire à une politique patronale organisée.

Pourquoi donc, au moment où le chômage menace d'exploser et où la croissance économique se ralentit, voit-on stoppé net un mouvement si « naturel » et « spontané » (comme dirait Gattaz) ? Est-ce que les salariés auraient choisi de privilégier leurs salaires plutôt que de limiter le chômage ? Puisque la crise ne permettait plus d'avoir le beurre (du temps libre) et l'argent du beurre (le pouvoir d'achat), ils auraient opté pour l'argent ?

Cette « explication » oublie une chose : ce ne sont pas les salariés qui décident. Nulle part ils n'ont le pouvoir de déterminer quels seront les horaires offerts, ni à quel tarif. Au contraire, le patronat a les leviers de commande : et toute la logique du système capitaliste le pousse à préférer laisser filer le chômage, même en accordant, d'abord, des hausses de salaires à ceux qui gardent leur emploi. Car il sait fort bien qu'ensuite, quand la masse des chômeurs aura atteint une telle importance que tous les travailleurs se sen-





tiront menacés, il pourra récupérer toutes ces augmentations et aller beaucoup plus loin dans l'offensive.

Ainsi, à la question de « bon sens » posée au début de l'article, les patrons répondent dans les faits : non, mieux vaut avoir 10 % de chômeurs et 90 % de travailleurs angoissés que le plein emploi (3). Ils savent bien que quand le chômage menace, l'absentéisme diminue (le nombre d'absences pour maladie a baissé de 18 % entre 1975 et 1982) (4), la productivité augmente, les revendications se modèrent. Alors que la première récession généralisée (1974-1975) n'avait pas permis de véritables succès patronaux contre le pouvoir d'achat, la deuxième (1980-1982, en France, 1983) a contraint la classe ouvrière à accepter des reculs significatifs. C'est qu'entre temps le taux de chômage était passé de 4 % (en 1974) à 8 % (en 1982 et 1983).

La bourgeoisie ne se contente pas d'attaquer les salaires : elle veut surtout remodeler complètement la classe ouvrière. Elle veut en finir avec les bastions, les forteresses ouvrières, ces usines géantes où la conscience de classe et le potentiel de lutte pèsent beaucoup plus lourd qu'ailleurs. Quand la direction de Peugeot proclamait que Talbot-Poissy croulait sous les sureffectifs et obtenait 7 000 suppressions d'emplois, elle ne se basait pas sur une étude de marché ou une analyse industrielle : son unique but était de liquider une concentration combative. C'est devenu tout à fait clair quand, à peine trois mois après la grève et les licenciements, la direction annonçait que devant le succès du modèle 205 elle manquait de personnel à Poissy, et transférait les lignes de montage à Sochaux (usine plus « sage ») !

Aux USA, cette pratique, et bien d'autres, sont monnaie courante : des dizaines d'entreprises se déclarent en faillite afin de rompre les accords liant direction et syndicats, et repartir ensuite sur des bases plus saines : « *Continental Airlines, le neuvième transporteur aérien des Etats-Unis, s'est déclaré en faillite en septembre 1983, puis a mis à pied ses 14 000 salariés, pour n'en réembaucher plus tard que 4 200 avec des rémunérations amputées de moitié.* » « *Les 1 700 ouvriers de production d'Armour (conditionnement de viande) ont rejeté à la mi-décembre une proposition de diminution de leur salaire horaire de 10,69 à 8,25 dollars. Les treize établissements d'Armour où le syndicat de l'alimentation était implanté ont fermé le 17 décembre. Ils rouvraient le 20 décembre, en tant que*

*filiales directes de Con Agra, société-mère d'Armour. Libres de tout engagement vis-à-vis du syndicat, ces filiales "nouvelles" ont fixé le salaire horaire de base entre 5,50 et 6,50 dollars. Près de 2 000 salariés syndiqués risquent de se retrouver à la rue (5).* » Vive la flexibilité !

Il s'agit enfin pour le patronat de liquider le modèle de l'emploi « normal » en vigueur aujourd'hui : contrat à durée indéterminée, à plein temps, à salaire mensualisé. Gattaz se déclare « *surpris par le nombre croissant d'horaires atypiques demandés par les salariés et les cadres : horaires décalés, travail le week-end, temps partiel, etc.* » Or, on sait que « *c'est en définitive dans les économies où le travail à temps partiel était relativement limité et l'est resté que les réductions d'horaires (des salariés à temps plein) furent les plus importantes ; ce fut en particulier le cas de la France (6).* » Pour stimuler le développement du temps partiel et des solutions individualisées, il faut donc éviter toute réduction généralisée du temps de travail.

Moyen de pression sur les salaires, d'intensification du travail ; outil indispensable à la « restructuration » de la classe ouvrière ; arme de division contre les travailleurs : le chômage a vraiment bien des avantages pour les capitalistes, et les 35 heures leur semblent certainement « *stupides et absurdes* » (Kohl), « *un gadget démagogique* » (Chirac)...

Comment la stratégie « réaliste » du « partage du travail » pourrait-elle alors réussir ? Non seulement elle divise travailleurs et chômeurs, hommes et femmes (volontaires désignées d'office pour le temps partiel), secteurs plus ou moins protégés... et ne correspondent donc en aucun cas aux intérêts des travailleurs, mais en plus elle est totalement rejetée par le patronat, car la lutte contre le chômage, sous quelque forme que ce soit, est le cadet de ses soucis. Sa seule utilité (considérable, d'ailleurs) est d'amener les syndicats à la négociation « sans aucun préalable » (comme le dit la CFDT à propos des négociations actuelles sur l'organisation du travail).

Jamais elle ne créera des emplois sur une échelle suffisante pour seulement ralentir la croissance du chômage ; non pas tellement pour des motifs techniques (les modèles économétriques prévoient que les 35 heures, avec perte de salaire, et étalées sur cinq ans, avec réorganisation du travail, amèneraient une diminution du chômage d'environ 500 000 unités). Mais parce que, pour imposer au patronat les 35 heures sous quelque forme que ce soit, il faut obligatoirement passer par une mobilisation d'ensemble. Or, la stratégie éclatée et diviseuse du « partage du travail » rend par avance impossible une telle mobilisation.

## Les leçons allemandes

Là est la cause essentielle de l'hostilité patronale : le mot d'ordre des 35 heures est aujourd'hui la pierre angulaire d'une stratégie d'unification des forces ouvrières en vue d'un objectif global correspondant à l'intérêt de tous les travailleurs. Il faut prendre les patrons pour des imbéciles pour s'imaginer qu'ils accepteront une réduction généralisée du temps de travail, et une diminution durable du chômage,





Il a tricoté son pull... Photo empruntée à « Metall-Nachrichten ».

autrement que contraints et forcés par une puissante mobilisation ouvrière. Celle qui se déroule actuellement en Allemagne en est une preuve éclatante : le patronat allemand, encouragé et soutenu par l'ensemble de la bourgeoisie européenne et d'abord le CNPF, préfère prendre le risque d'un affrontement social majeur et d'un blocage de la reprise économique qui pointait, plutôt que de seulement négocier une réduction généralisée des horaires de travail, même à 38 heures eu lieu de 35, même avec perte de salaire. Il sait qu'un compromis sur cette question serait considéré par les travailleurs comme un premier succès et encouragerait le développement de nouvelles mobilisations ailleurs en Europe, ou plus tard en Allemagne. Son intransigeance obligera le DGB à élever la mobilisation à la hauteur de l'enjeu, ou à s'avouer vaincu : dans le premier cas, pas improbable vu le degré de mobilisation et l'unité des métallurgistes allemands (la force de l'unité syndicale !), ceux-ci peuvent arracher des concessions substantielles ; dans le deuxième cas, ils seront

durement battus, obtenant au mieux quelques vagues promesses et un léger abaissement de l'âge de la retraite. Tel est l'enjeu à l'heure où ces lignes sont écrites.

## La logique de la mobilisation

Ainsi, l'idée du partage du travail entre toutes les mains ouvrières peut recevoir deux contenus : soit on se soucie avant tout de la viabilité économique de la RTT, et on accepte réductions de salaires et extension du « temps choisi » et du travail en équipes ; mais alors on se lie les mains face au patronat en se privant de l'arme de la mobilisation, et on ouvre la voie à ses projets sociaux les plus réactionnaires. Soit on refuse de lâcher la proie pour l'ombre, et on se bat à la fois pour les 35 heures, pour les salaires, contre le travail posté, contre toutes les formes d'aggravation de l'exploitation : alors, et alors seulement, la mobilisation ouvrière peut se développer et obtenir des avancées importantes.

Vouloir conditionner les revendications au « réalisme économique », c'est partir perdant. Le nombre total d'heures travaillées au niveau de la société, donc le niveau potentiel de l'emploi, ne dépendent pas des besoins sociaux en matière de biens de consommation, de services, de logements, mais des perspectives des profits : voilà ce qu'oublie de dire les apôtres du « partage du travail ». Pas plus qu'aucune revendication, celle des 35 heures n'est « révolutionnaire en soi » ; mais elle porte un potentiel d'unité et de mobilisation ouvrière. Si cette unité et cette mobilisation réussissaient à gagner, alors la crise des patrons ne serait certainement pas résolue, mais les conditions d'une solution de la crise dans le sens des intérêts des travailleurs auraient certainement progressé.

C'est pourquoi la tâche des syndicats aujourd'hui est d'élaborer un plan de mobilisation ouvrière pour les 35 heures tout de suite, sans réduction de salaire, sans aggravation des conditions de travail, avec embauche correspondante ; et d'exiger des dirigeants du PS et du PC qu'ils utilisent enfin leur majorité à l'Assemblée dans l'intérêt des travailleurs, en imposant au patronat une loi sur les 35 heures. Unification des forces ou dispersion dans l'impasse du « temps choisi », tel est l'enjeu du débat sur les 35 heures.

1. « La durée du travail dans les industries manufacturières en 1981 », OCDE.

2. « Travail et emploi » n°12, avril-juin 1982.

3. En termes marxistes, la crise sert à reconstituer l'armée industrielle de réserve, condition d'une élévation du taux de profit et d'une reprise de l'accumulation.

4. Nombre d'indemnités journalières de maladie : 238 millions en 1975, 195 millions en 1982 ; source : Caisse nationale d'assurance maladie, statistiques 1982.

5. « Intersocial » n°98, janvier 1984.

6. « Les 35 heures et l'emploi », Y. Baron et J. Rigaudiat, « Notes et études documentaires », décembre 1982.



# « Pour un nouveau pacte entre travailleurs »

## Entretien avec Benjamin Coriat

**C**ET entretien avec Benjamin Coriat est exempt de toute polémique. Il y aurait pourtant matière, ne serait-ce que sur le refus — quel que soit le doute exprimé quant au socialisme — de débattre du contenu d'un programme révolutionnaire, plus que jamais nécessaire au mouvement ouvrier.

A travers cette discussion amorcée, nous avons surtout cherché à cerner les désaccords avec notre interlocuteur. En sachant que les idées de Benjamin Coriat méritent d'être connues et discutées. Pour elles-mêmes, mais aussi parce qu'elles rencontrent ou expriment des interrogations ou des démarches de militants ouvriers critiques à l'égard de la politique des partis ouvriers majoritaires et des appareils syndicaux.

● *Une opinion répandue aujourd'hui est qu'il faut accepter les suppressions d'emploi pour « préparer l'avenir ». Avec la célèbre expression de Mitterrand : « Le temps n'attend pas. »*

— Oui ! Et c'est bien cela qui fait problème. Mon sentiment est qu'à travers le chantage à l'inéluctable modernisation, on exerce de fait une espèce de terreur sur les parties concernées, empêchant qu'une véritable discussion ait lieu et que des choix véritables soient sérieusement faits... Voyez l'automobile, où en ce moment même la sidérurgie. Je crois la manière adoptée d'autant plus inepte que je pense qu'une véritable politique de rénovation technologique discutée puis basée sur des compromis clairs, non seulement ne rencontrerait pas l'opposition résolue qu'elle rencontre aujourd'hui, mais, sous certaines conditions, pourrait même recevoir l'appui de la classe ouvrière.

● *Pour le moment, ce qui se fait n'a rien à voir avec ça.*

— Evidemment ! Pour me faire comprendre, je voudrais faire un petit retour en arrière pour réexaminer ce qu'a fait Chevènement en tant que ministre de la Recherche. Ce qui, me semble-t-il, a été sa supériorité par rapport à ses collègues, c'est qu'il a été l'un des rares (le seul je crois bien) à comprendre qu'une politique économique ne pouvait fonctionner et se développer que si elle mettait en mouvement des forces sociales et s'appuyait sur elles. Et cette mobilisation a été tentée, et commencée, à travers les colloques sur la

politique industrielle, les assises sur la recherche, etc, devant déboucher notamment sur les assises de l'Industrie — ce qui est la première chose que Fabius au pouvoir a supprimée. Bien sûr, les dés étaient en partie pipés, les conclusions étant souvent tirées avant même que les colloques ne se tiennent. Mais ce qui m'intéresse ici, c'est cette idée que Chevènement a commencé à mettre en œuvre, une politique économique a besoin de forces mobilisées, de forces de relais, qui doivent être cherchées en profondeur dans la société civile. Ceci dit, je ne pense pas pour autant qu'il aurait réussi. Car son erreur fondamentale a été de présenter l'ensemble de son projet dans un esprit et une idée de compétition, de concurrence, avec les Japonais, les Américains ou les Allemands, au lieu d'avoir cherché une solution et une mobilisation dans la différence, dans une voie « française » appuyée sur les savoirs techniques et sociaux d'une des classes ouvrières les plus expérimentées du monde.

● *Tu me permets de sourire en t'entendant retourner Chevènement et en te montrant plus soucieux que lui des grandes traditions nationales. Ce qui en reste, malgré tout, ce sont bel et bien des évidences du type : « Il faut moderniser ! »*

— Oui, mais je veux être clair : je crois aussi qu'il faut « moderniser ». Seulement mon opposition est totale sur la manière et les objectifs à atteindre. Encore une fois, c'est sur la différence et non sur la compétition qu'il faut penser. Dans les deux cas, l'idée « modernisation » s'investit de contenus entièrement différents.





## Une autre politique de modernisation industrielle était possible

● *En pratique, les positions contredisent tous les discours de justification diffusés actuellement par la majorité.*

— Sans aucun doute, je crois cependant qu'au sein même du gouvernement, il y a eu hésitation sur quelle politique industrielle et quelle modernisation promouvoir, et ce jusqu'à mars 1983 qui constitue à mon sens le tournant du septennat. A ce moment s'est joué, avec la dévaluation et les mesures qui ont été adoptées, le choix d'accepter tel quel le type d'insertion dans l'économie mondiale et d'y soumettre l'ensemble de la politique. C'est là que la « modernisation » de l'économie a pris son contenu et son sens actuel. On n'a sur ce point pas assez remarqué que tout le discours initial PS-PC sur la politique des « filières » ou « la reconquête du marché intérieur » a quasiment disparu pour laisser place — comme avant ! — à la nécessité d'exporter toujours plus !

● *Tu rejettes donc complètement l'identité entre la modernisation et la productivité...*

— Oui, car il y a plusieurs concepts de modernisation et autant de concepts de productivité différents qui lui sont associés. Mais prenons un exemple. Revenons sur le cas Talbot. La seule « discussion » a porté sur la nécessité — ou non — de licencier trois mille ouvriers avant une nouvelle charrette, qui, compte tenu des choix faits, est quasi inévitable. Ce qui est invraisemblable dans cette histoire, c'est qu'aucun des éléments qui entrent dans la définition d'une politique industrielle et qui étaient susceptibles de donner un peu de jeu aux forces sociales n'ont été mis en discussion. Rien sur la manière dont PSA a conduit ses affaires pour faire descendre les parts de marché de Talbot de 10 à 3 ou 4 %. Rien sur la manière dont une partie des outils industriels de Talbot-Chrysler ont été réintégrés, non dans Talbot mais dans Peugeot. Rien sur la politique des modèles, dont on sait pourtant qu'elle est aujourd'hui cruciale. Lorsqu'on a retiré tout ça, il reste quoi ? La politique industrielle est ramenée pratiquement à une variable d'ajustement : le licenciement des travailleurs décrétés surnuméraires par rapport à l'état du marché. Les travailleurs ont toutes les raisons du monde de refuser ça !

● *Mais ta réponse laisse de côté un des arguments essentiels en ce moment : le critère de compétitivité face aux Japonais, etc.*

— Reprenons précisément l'exemple de l'automobile. Il y travaille directement 350 000 personnes (ensembliers et équipementiers) et indirectement environ

deux millions (avec les plastiques, les assurances, la presse automobile, etc.). Une voiture sur deux est exportée. La question de l'insertion de la France dans l'économie mondiale est donc clairement posée ! Si je fais état de telles données, c'est qu'elles mettent en évidence les « avantages » quant à l'emploi, liés à l'insertion profonde de la France dans l'économie mondiale, et je le fais d'autant plus volontiers que d'ordinaire, on n'insiste que sur les aspects négatifs.

● *Dans ce cadre-là, pourquoi ramener l'idée d'une nécessaire compétition avec le « modèle japonais » ?*

Je pense personnellement qu'un certain niveau de productivité permettant d'assurer une certaine continuité de l'industrie française dans l'économie mondiale est inévitable et incontournable pendant une certaine période de temps. Par contre, ce qui est entièrement discutable dans le cadre de cette contrainte, c'est la manière dont sont introduites des médiations, par le biais de la politique économique, permettant de tenir à l'écart d'un certain nombre de pressions du marché, et deuxièmement par quelles méthodes sont obtenus certains niveaux de productivité auxquels je faisais référence. Il y a de ce point de vue des méthodes, et elles sont principales, purement régressives, qui visent au renforcement de l'exploitation. Mais je pense qu'il y a des voies différentes qui peuvent être parcourues avec l'objectif de ne pas augmenter les contraintes de rythme et d'intensité sur les travailleurs, voire de les desserrer. Mais cela, bien évidemment, passe par des mutations profondes et radicales des rapports de travail et des rapports de production dans l'entreprise, chose à laquelle le PS s'est bien gardé de toucher. Tout au contraire, le premier compromis passé avec le patronat a consisté à renouveler le principe qu'il est maître chez lui, c'est-à-dire notamment dans les usines. Dans ces conditions, la modernisation ne peut prendre que les voies régressives indiquées auparavant.

● *Une chose me paraît devoir être soulignée ici. Le modèle japonais dont on parle tant n'a pas pour caractéristique unique et essentielle la plus grande dureté de l'exploitation.*

Du « modèle japonais », ceux qui développent un discours de terreur au sujet de la concurrence internationale ne retiennent que deux choses : premièrement la haute productivité en termes de temps de travail direct par produits ; deuxièmement le supposé extraordinaire niveau d'intégration du personnel aux entreprises (l'histoire des cercles de qualité, des travailleurs qui chantent l'hymne de l'entreprise, etc.). Ce qu'ils oublient de dire, c'est que l'entreprise paie un très haut prix pour obtenir cette participation ouvrière. Un tel modèle qui est pour nous un repoussoir ne peut nous retenir. Mais la leçon japonaise, si elle devait être analysée, se résumerait à la question



suivante : quel est le prix payé par l'Etat et l'entreprise japonaise pour obtenir la paix sociale dont les patrons japonais jouissent pour le moment.

● *Tu écarter totalement l'idée d'une supériorité japonaise due à un nombre de robots plus grand ?*

Totalement. Les études maintenant disponibles montrent par exemple qu'en pourcentage de robot par ouvrier, la régie Renault est tout autant équipée que Toyota ou Datsun. Et pourtant le différentiel de productivité existe bel et bien. C'est dans le système social d'ensemble chaque fois différent qu'il faut chercher les explications... Et peut-être notamment — sujet tabou chez nous — les rapports entre la grande entreprise donneur d'ordres et la petite entreprise sous-traitante, qui au Japon se fait à partir de contrats pluri-annuels garantissant à l'entreprise sous-traitante, à la fois un débouché certain et des moyens pour sa rénovation technologique permanente.

● *Cependant, depuis les ordonnances de février 1982 et avec la loi en préparation sur « le temps choisi », il semble bien que les formes de gestion de la main-d'œuvre au travers des statuts précaires — l'une des leçons des Japonais — se développent.*

Ce fait-là est indiscutable. Depuis au moins mars 1983, le gouvernement s'est complètement coincé dans une logique qui n'en est qu'à son début. Au départ, il avait d'abord pris des mesures contre les formes de travail précaire. Puis à partir de mars 1983, l'acceptation de la contrainte extérieure dans sa forme actuelle a eu pour premier corollaire la remise au centre névralgique de la question de la rentabilité immédiate de l'entreprise. En acceptant de remettre au premier plan le critère de la rentabilité de l'entreprise comme telle, l'Etat s'est mis dans une situation très faible face aux pressions patronales, notamment sur les questions d'emploi, et il a dû finalement faire machine arrière sur le travail précaire en le réintroduisant sous diverses formes camouflées, mais de nouveau légales (notamment sous la forme du temps choisi...).

● *Pour répondre au problème de la contrainte extérieure, il n'y a pas trente-six mille critères. En dehors de la rentabilité de l'entreprise sur le marché, te demandera-t-on, qu'est-ce qu'il y a d'autre ?*

Ce n'est pas ainsi que la question se pose, à mon avis. Que l'entreprise ait besoin des moyens de sa reproduction et même de dégager un certain surplus, c'est une contrainte qui s'impose à toute économie. La question est autre. Celle qui se pose à l'observation de la politique socialiste aujourd'hui est de savoir si, comme on en a fait le pari, le retour à la rentabilité d'entreprise signifiera pour autant la reprise de la croissance et l'abaissement du chômage. Je pense

qu'aussi bien le retour à la rentabilité d'entreprise peut signifier un approfondissement de la crise considérée dans son ensemble. Par exemple, on a fait tout un plat sur le retour à la rentabilité de Chrysler. Mais ce qu'on n'a pas dit, c'est que Chrysler, dans le temps même où elle a refait des bénéfices, est passée du rang de cinquième producteur mondial au soixante et unième, avec toutes les conséquences au niveau des suppressions d'emplois et sur les cessations d'activité qu'une telle régression suppose. Je ne dis pas, bien sûr, qu'il faut être cinquième mondial déficitaire plutôt que le soixante et unième rentable. Mais le rétablissement de la rentabilité de l'entreprise n'implique rien quant à la sortie éventuelle de la crise. Par exemple, je ne doute pas que si Renault ne produisait plus que des R9 ou des R11 et Peugeot des 205, ces deux entreprises feraient rapidement des super-profits. Aura-t-on pour autant résolu la question d'une politique de l'automobile assurant le maintien d'un volume suffisamment satisfaisant d'emplois et d'effets induits dans le reste de l'économie ? Je veux simplement dire par là qu'on peut assister à des retours à la rentabilité d'entreprise qui s'accompagnent d'abandon de domaines d'activité ou de régions, encore plus accentué qu'auparavant.

## Recomposer l'unité des secteurs de la classe ouvrière sur des « objectifs intermédiaires »

● *Si on ne prend pas ces critères de rentabilité capitalistes de l'entreprise individuellement, on peut partir d'autres critères, d'autres choix : ne pas porter atteinte aux acquis des travailleurs, protéger leur pouvoir d'achat et lutter pour faire reculer le chômage.*

Je ne dirai pas les choses comme cela, et ce sera peut-être un point de désaccord. A mes yeux, cette expression « les acquis des travailleurs » est extrêmement ambiguë. Et il me paraît très important de s'y arrêter soigneusement.

Ce qu'on appelle « acquis », c'est le résultat d'un certain nombre de luttes, de compromis passés, etc. En fait, ce sont des compromis passés dans la phase de croissance. Le point important est qu'il s'agit, dans des cas qui ne sont pas rares, de compromis qui ont été favorables à certaines catégories de travailleurs au détriment d'autres catégories. Il n'est pas question de tenir ici des discours à la de Closets. Mais nous devons être clairs. La simple reconduction de cet ensemble de compromis n'est pas le modèle idéal. Mettons les points sur les i. Pour les jeunes, les femmes, les travailleurs immigrés, les salariés des régions rurales, le

dispositif général de ces compromis est extrêmement défavorable. A l'occasion des mutations actuelles et des luttes auxquelles elles donnent lieu, il faut saisir l'occasion de repenser les compromis passés dans la période antérieure. Ne pas le faire, c'est adopter une politique de l'autruche et feindre de croire qu'une simple tactique de résistance suffit, et que le mouvement ouvrier n'a pas à se préoccuper de ce qui se passe dans l'économie d'ensemble et de ce qui s'y prépare pour l'avenir. Cette orientation est inepte.

● *On peut aussi dire : extension des acquis aux catégories jusqu'à présent laissées pour compte... Par exemple, dans l'automobile, les sous-traitants doivent être alignés sur la grille des salaires de la régie Renault.*

Je doute vraiment que ce soit autre chose que de purs slogans. Un exemple : les mineurs de fer lorrains ont, pendant des années, défendu leur statut pied à pied. Et dans le même temps, ils ont vu leurs effectifs diminuer de 30 000 à environ 3 500. Le résultat est-il si remarquable !

● *Vrai. Et cela les a amenés à un lourd problème : l'équilibre des ressources de leur caisse de retraite, puisqu'ils sont 17 000 retraités pour à peine 3 000 actifs. Mais c'est là le résultat de la modernisation des techniques de travail, développées par le patronat en grande partie pour contourner la très forte cohésion des mineurs de fer et de leur organisation syndicale. Quel rapport fais-tu entre cet exemple et la question de l'unification des travailleurs par la généralisation des avantages acquis ?*

L'exemple montre qu'il y a aujourd'hui une double question, celle de la crédibilité des propositions avancées et, corollaire de celle-ci, celle de sa praticabilité. Qui en Lorraine ou dans les mines de fer peut croire à et se mobiliser pour une proposition du type : on va généraliser le statut des mineurs de fer ? En fait, le problème est évidemment complexe. Il faut s'appuyer sur les secteurs plus avancés, en ne cédant rien, tant que ne se dessine pas une redéfinition d'un nouveau compromis d'ensemble.

● *Ici, une divergence apparaît clairement, il me semble. Tu te lances dans une tactique qui, exprimée comme tu viens de le faire, ne met en rien en cause la propriété privée des moyens de production. Tu décris comment négocier un compromis dans le cadre du système. Et en mettant entre parenthèses l'existence de la majorité du PS et du PC et les rapports entre elle et les travailleurs.*

Ce qui me préoccupe, c'est de ne pas s'en tenir à des slogans vides. Si on revient à la question des acquis, il y a deux possibilités. Dans le cas par exemple de l'automobile, tu peux dire « extension



du statut du P3 au OS »... Tu es idéologiquement tranquille !

● *Mais personne n'y croit.*

Il faut donc s'efforcer de faire prévaloir une autre orientation. Elle consisterait à l'occasion de luttes et de la renégociation, par exemple, des grilles salariales, à partir des collectifs de travail existants avec leur homogénéité mais aussi leurs différences. Un OS ne pense pas qu'il peut être payé comme un P3, mais OS et OP peuvent ensemble dégager une définition d'intérêts communs. A partir d'une telle démarche, les compromis éventuels à passer ne sont pas de même nature pour l'ensemble comme pour chacune des catégories concernées.

● *Le désaccord entre nous n'existe pas si tu reviens, finalement, à dire qu'un discours généreux peut parfaitement s'accompagner d'un simple maintien d'éclatements en diverses catégories, sans réelle unité entre elles pour développer la lutte.*

S'en tenir à une telle forme d'activité est totalement inefficace.

● *Cependant, à écouter ce que tu dis et aussi ce que tu ne dis pas, j'ai l'impression que cette discussion sur les objectifs intermédiaires et les revendications rejoue en fait un très vieux débat. Pour reprendre les termes des discussions des socialistes allemands vers 1900, tu sembles dire « Le but final (le socialisme) n'est rien ; le mouvement est tout. » Je n'ai aucune envie de jouer le rôle du personnage dogmatique inverse : nous savons bien que le but final n'existe que porté par le mouvement de la classe.*

*Ce que je crains, cependant, c'est que ta démarche ne nous enferme dans une logique capitaliste. Tout simplement parce que, sans que tu t'y arrêtes un instant, la classe dominante bourgeoise est toujours là.*

Bien sûr, la logique capitaliste domine. Le président Mao disait justement : « Nous irons de défaite en défaite jusqu'à la victoire finale. » C'est capitaliste tant que tu n'as pas gagné ! Je ne suis pas de ce point de vue, « gradualiste » : je ne pense pas qu'on passe petit à petit, par réformes institutionnelles successives et par des avantages engrangés, du capitalisme au socialisme.

Cependant, je prends la question de la défense des intérêts acquis d'une manière qui ne se limite pas à vouloir leur simple « maintien » ou reproduction à l'identique. Je ne suis pas favorable à ce que les catégories avancées renoncent aux compromis qu'elles ont pu obtenir. Mais je suis aussi certain que si dans la crise de nouvelles unités ne sont pas trouvées, le mouvement ouvrier risque de payer extrêmement cher une attitude de défense statique des situations existantes. Prenons, pour préciser, l'exemple de la réduction de la durée du travail. Et prenons-le sous l'angle précis des gains de

productivité. Que peut-on faire avec des gains de productivité ? Trois choses. Davantage de salaire : tu accrois la scission entre ceux qui sont dans l'emploi et ceux qui sont dehors. Tu peux, deuxièmement, réduire la durée du travail de ceux qui sont dans l'usine en compensant intégralement leurs salaires. Tu peux enfin réduire la durée du travail sous contrepartie de création d'emplois. La défense stricte des avantages acquis, cela t'amène à dire : « Les gains de productivité, on se les partage »... et un jour, ceux qui sont sans emploi viendront casser les sièges des syndicats qui ont suscité ou couvert des accords de ce type...

● *Tes explications sont intéressantes. Mais, dans quel contexte parles-tu ? Quelle est la classe sociale au pouvoir ?*

D'une certaine façon, c'est vrai, je ne m'en soucie pas : pour un bon moment, on aura cette classe-là ou sa cousine. Mais je voudrais dire et répéter la chose suivante : ce qui me paraît important dans la phase actuelle, c'est la poursuite de cette unité recomposée sur des bases nouvelles entre les différents secteurs de la classe ouvrière. L'heure, à mon sens, est avant tout à l'établissement d'un nouveau pacte au sein de la classe ouvrière. Plus celui-ci sera avancé et clair, plus il sera possible à la classe ouvrière de passer les compromis nécessaires en sachant qu'il s'agit de compromis, mais qui sont susceptibles de lui permettre de traverser la crise sans trop de casse dans ses propres rangs.

● *Je ne voudrais pas t'imposer une question du président Mao, mais tout de même : « Qui sont nos amis et qui sont nos ennemis ? » Autrement dit : qui travaille pour qui ? qui profite ?*

Bien sûr, mais la question est : comment en sort-on ? Pour ma part, je pense que les causes du blocage de la mobilisation sont très sérieuses et très profondes. Des explosions et des révoltes, il y en a et il y en aura. Mais ceci ne fait pas un processus, une voie ouvrière de lutte et de cheminement dans la crise.

● *Tu veux dire que les luttes, à l'heure actuelle, ne se concentrent pas sur des objectifs politiques clairs ?*

Je pense que par dessus tout la tâche du moment consiste en un travail de la classe ouvrière sur elle-même afin de clarifier ce qu'elle veut et qu'elle ne veut pas. Par exemple cette question : comment doivent être utilisés les gains de productivité à venir ? Ensuite, mais ensuite seulement se pose la question de savoir comment gérer cet objectif sachant qu'on est dans des rapports de forces. Je ne fais pas de l'économie de « qui sont nos amis et qui sont nos ennemis ? » Mais, s'il n'y a pas de clarification préalable des forces sociales mobilisées par un travail sur elles-mêmes, la question de comment aborder la lutte contre



les ennemis ne se posera même pas. Je crois qu'il faut bien voir, bien comprendre que la crise a provoqué un très fort éclatement des différents secteurs de la classe ouvrière. En l'absence d'un nouveau projet collectif, il sera presque impossible de déjouer les grandes manœuvres en cours.

● *Tu fais de cette clarification un préalable aux affrontements de classe ?*

Non pas un préalable, car les choses se font dans le même temps. Ce n'est que dans l'affrontement que les objectifs et leur solidité peuvent être précisés.

● *C'est donc en fonction d'une telle analyse qu'on en revient à préciser les revendications pour les mouvements en cours.*

Pour reprendre la question de la durée du travail, il me paraît clair que les compromis qui peuvent être passés ne peuvent relever que de la troisième série de solutions évoquées : les gains de productivité doivent alimenter réduction de la durée du travail et création d'emplois.

● *Avec perte du pouvoir d'achat ?*

C'est une question qui ne peut pas avoir de réponse de principe. Cela dépend des catégories sociales et des situations qui sont très différentes d'entreprise à entreprise, de branche à branche, et surtout suivant les différents types de catégories de travailleurs. Je suis seulement certain que la direction de la CFDT a eu tort de dire par avance « Vous pouvez y aller, nous sommes prêts à abandonner les salaires... », car c'était à la fois interdire une quelconque mobilisation ouvrière et mettre le patronat dans une incroyable position de force, avant même que les choses ne commencent. A mon sens, il faut absolument que cette question de la réduction de la durée du travail, qui a été complètement bâclée avec le passage des 40 heures aux 39 heures, revienne sur la scène et de manière sérieuse.

## Un projet d'ensemble reste à naître

● *Je comprends bien. Et je sais bien que seules les luttes peuvent faire avancer les revendications. Mais ici, diverge une autre question. En fait il ne peut pas y avoir, chez les travailleurs, de prise de conscience spontanée de toutes les possibilités de la période s'il n'y a pas un dialogue entre un projet de programme révolutionnaire et les pratiques de masse. Bref, un débat politique, entraînant corrections, enrichissement du programme, ainsi qu'une élévation du niveau de conscience politique dans les luttes. Comment s'en sortir, si ne sont pas tracées des perspectives comportant le renversement de la bourgeoisie ?*

Oui, mais je pense qu'il faut procéder de la manière la plus concrète possible.

Ainsi, par exemple, à mes yeux, la réduction de la durée du travail reste un vrai objectif intermédiaire. Dans le type de société vers lequel on veut aller, l'idéal ne sera pas de travailler cinquante heures par semaine ! En même temps, l'objectif de la réduction du travail peut, me semble-t-il, être accepté par de nombreuses catégories de travailleurs. De plus, il est praticable du point de vue de la maturité des questions déjà posées.

● *Je comprends ton souci de faire se développer, au cours des luttes, la conscience de classe. Mais je suis très inquiet de ton silence sur des perspectives d'ensemble. Je pense que la défense d'un programme a une place importante.*

A mon sens, le grand tournant du moment pour les organisations ouvrières est le suivant : pendant longtemps, on a pensé et agi sous la forme d'interpellation de l'Etat, mis en demeure de « faire » ce qu'on lui demandait. Je crois que cette idée est finie. Dans la phase actuelle, les organisations capables de jouer un rôle — voilà que je donne des conseils à la LCR ! — seront celles qui tout en voyant clair sur un minimum d'objectifs d'ensemble, seront tournées vers une activité interne d'unification des forces intéressées au changement et une activité de clarification des enjeux en leur sein même. Ce n'est que de cette clarification qu'ensuite une quelconque force d'impact dans la société et contre l'Etat peut se manifester.

● *Si tu me permets de résumer autrement, le but qu'on doit se fixer, c'est l'unité et l'auto-organisation de la classe ouvrière. Et pour cela, la dénonciation de ce que fait l'Etat ne te semble qu'un des éléments de cette activité politique...*

Oui, exactement.

● *On pourrait cependant dire, comme le présente Zarifian (1), que la réduction du temps de travail est d'une certaine façon un rattrapage des gains de productivité accumulés par les capitalistes dans la période précédente.*

Je n'ai pas ce point de vue.

● *En revanche, tu es d'accord pour dire que les innovations technologiques en cours doivent être liées à une baisse du temps de travail et à une transformation des conditions de travail et de la division des tâches.*

Je suis d'accord sur ces derniers aspects ; mais pas sur le premier. En réalité, tu ne peux plus parler de « rattrapage ». Lipietz, dans son dernier livre (2), y insiste avec raison : si l'on ne touche à rien des rapports capitalistes existants, dans de nombreux cas, les patrons ne peuvent plus payer !

● *En conséquence, on pourrait tout aussi bien dire que les patrons coûtent trop cher et qu'une partie d'entre eux a accumulé la*

*plus-value, les profits, sur le dos des travailleurs et au détriment des autres patrons.*

Oui, mais ceci ne change rien à la seule question qui compte : comment en sort-on ?

● *Tu sembles te méfier du « schéma léniniste » de lutte pour le pouvoir parce que le pouvoir des conseils ouvriers ne garantit pas nécessairement la transformation de « l'atelier », de l'organisation de la production. Tes réponses reviennent à dire, semble-t-il : « occupons-nous d'abord de l'atelier, voyons d'abord ce qui se passe dans les collectifs ouvriers ».*

J'ai tendance, en effet, à tordre le bâton dans ce sens-là. C'est le bilan d'un échec, et en même temps un effet de conjonction.

Bilan d'un échec : c'est toute la pratique de ce qu'ont été les organisations d'extrême gauche dans la fin des années soixante et les années soixante-dix, presque entièrement dirigées contre l'Etat et pratiquement pas dans le sens de l'unification interne des forces mobilisées. Le résultat, c'est un ensemble d'actions dont la plus grande partie des forces mobilisables est restée spectatrice et qui a abouti à la liquidation ou au rétrécissement de ces organisations.

Deuxièmement, c'est un fait de conjonction. Dans la période 1966-1975, où il existait des forces ouvrières et non ouvrières fortement mobilisées, la question de l'affrontement pouvait éventuellement se poser. On pouvait essayer de penser en termes de concentration des luttes. D'autant que ces forces avaient quelques idées sur le type de société qu'elles voulaient. Cette situation explique en partie la voie que nous avons prise. Elle n'était pas tout à fait sans bases réelles. Dans le moment actuel, en revanche, la crise du modèle fordien d'accumulation, avec le fractionnement qui en résulte, rend nécessaire de se soucier d'unifier les différentes composantes d'un projet qui redonne une force et une crédibilité à un changement social.

● *Ceci explique que tu n'aies pas le souci d'une mise à l'ordre du jour d'un parti et d'un projet révolutionnaire ? Car, pour qu'ils voient le jour, il faut un projet de programme et un dialogue, au cours des pratiques partielles, entre un noyau politique et les masses.*

Non, je ne peux pas dire que je n'aie pas ce souci.

● *Mais il n'apparaît pas dans tes réponses.*

Peut-être. En fait, je n'ai pas d'idée *a priori* sur ce que peut être ce « programme » dans sa forme élaborée. Sur ça, oui, je suis tout à fait dubitatif. On connaît les grandes contradictions que nous lègue la société capitaliste : « intellectuel-manuel », « ville-campagne », « homme-femme »... On sait que la société qu'on



veut devra faire différence et rupture sur ces grandes contradictions-là. Mais je n'en ai pas une vision pré-arrêtée.

● *Par exemple, tu ne parles pas de quelques objectifs politiques qu'on peut, au risque de te paraître bête, résumer de façon rapide : l'expropriation des grands moyens de production et d'échange, la définition d'une production en fonction des besoins sociaux dans le cadre d'une planification qui serait faite par les travailleurs.*

En effet. Mais je n'y fais pas référence parce que je pense que ce sont des modèles en crise. S'il y a une leçon qui nous vient à la fois de l'Union soviétique et de la Pologne, c'est ce bilan d'échec.

● *Je ne parlais pas de la planification centralisée faite sur ces modèles, en fait dominée par la bureaucratie, mais d'une planification faite par les travailleurs.*

Oui, bien sûr ! Mais le modèle dont tu parles et qui n'est pas en crise, en fait, n'existe pas. Il n'existe nulle part. Pour ma part, je m'efforce de raisonner à partir d'expériences historiques réelles. De ce point de vue, le modèle pratique de planification a pour l'essentiel échoué et ce qui se trame autour de ce qu'on appelle l'autogestion est hautement problématique dans ses formes réalisées. On sait bien qu'on ne fera pas le type d'économie et de société qu'on veut avec la bourgeoisie et la propriété privée. Mais avec quoi fera-t-on les mille et un rouages d'une organisation sociale et d'une société industrielle complexe ?

● *En conséquence, tu veux t'en tenir à favoriser les luttes qui permettent aux collectifs ouvriers des recompositions...*

Plus généralement, aider à faire émerger un nouveau projet d'ensemble en partant des pratiques et des enjeux actuellement noués.

● *Et de même avec les courants syndicaux qui refusent la collaboration de classe ?*

Tout cela.

● *Tu y ajoutes aussi, cependant, des objectifs politiques tels qu'un contrôle sur les conditions des échanges commerciaux internationaux, la réforme de la fiscalité, le contrôle sur les prix.*

Je maintiens en principe la nécessité de tels types de mesures parce qu'elles sont à même de « donner du jeu » aux forces sociales et peuvent donc faciliter leur avancée et leur élaboration. Je joins ici une idée qui revient souvent dans Solidarnosc : « Ce que peut un peuple se mesure à ce qu'il veut ». Nous savons bien que tout est compliqué dans les sociétés développées, tant du point de vue des rapports de forces et des formes de pouvoir que des techniques de répression, et de contrôle social. Mais j'ai aussi l'idée que s'il y a une unité d'objectifs en

négatif, sur ce qu'on ne veut pas, et sur quelques éléments positifs forts, on peut trouver les ressorts de la résistance et de l'affrontement. Je crois que la leçon de Solidarnosc est là : ils sont tendus vers des objectifs qui vont de l'usine à la société civile toute entière, et qui tracent quel Etat ils ne veulent pas, ainsi qu'une certaine idée du type d'organisation sociale qu'ils veulent.

● *Ta comparaison avec les Polonais crée cependant une ambiguïté. Dans la mesure où le droit de contrôle de la vie économique et politique du pays est reconnu par la Constitution pour les conseils ouvriers, une telle revendication pourrait se présenter tout simplement comme une revendication élémentaire. Elle peut aussi, du point de vue des contradictions de ces pays être assimilée à « renversons la bourgeoisie » ...*

Je pense que dans le cas de la Pologne, le mot d'ordre de démocratie tel qu'il est formulé par Solidarnosc est l'équivalent de notre « renversons la bourgeoisie ». La question est que, je veux dire les travailleurs polonais, sont parvenus à nouer à un pacte social dans l'usine comme dans la société civile, et de là vient leur force, qui se maintient pour l'essentiel, même sous la dictature actuelle. C'est à travailler à l'élaboration d'un tel type de pacte, adapté à nos conditions, que nous sommes aujourd'hui tous convoqués. Alors, de nouveau les choses seront possibles...

Un dernier mot pour me faire comprendre. Si je pense qu'il faut réfléchir en termes d'objectifs « intermédiaires » susceptibles d'unifier ou de réunifier différents secteurs de la classe ouvrière, c'est que, si la crise actuelle comme il est probable se prolonge longtemps encore, on peut craindre le pire quant à ses effets subjectifs : vois la montée du racisme, des égoïsmes de corporation, des désespoirs... Par ailleurs, je veux être clair sur cela aussi : passer dans la crise des compromis conscients ne signifie pas renoncer à un projet d'ensemble autonome et alternatif. Tout au contraire, ces compromis éventuels ne peuvent avoir de sens qu'à mesure que ce projet alternatif se précise et se renforce. C'est dans une telle situation subjective reconstituée qu'au-delà des révoltes et des résistances, qui de toutes façons ne cesseront pas, de nouveaux processus porteurs d'avenir seront possibles.

Propos recueillis par Pierre Rème

## Rectificatif

Une erreur de fait s'est glissée dans l'entretien avec Gilbert Declercq, que nous avons publié dans le numéro de juin de *Critique communiste* (n°30).

Dans une des questions posées à Gilbert Declercq, j'attribuais à Jean-Paul Jacquier la paternité d'un article du numéro de mars-avril de *CFDT-Aujourd'hui*, où il n'a rien publié. Article dans lequel ce membre de la direction confédérale de la CFDT aurait défendu une conception de l'autogestion s'adressant à tous les « partenaires y compris patronaux ».

Est-ce calomnie ? Plus simplement, une erreur, que nous regrettons. Cependant, on peut lire, dans ce même numéro — sous la plume d'un autre membre de la direction confédérale, Pierre Vanlerenberghe —, les propos suivants : « Le syndicalisme doit "muter", repenser différemment le rapport de l'individuel et du collectif en aidant à l'émergence d'acteurs "syndicaux" nouveaux. C'est à cette condition que, devenu "partenaire social", rouage de la société politique, il pourra apporter un plus à la vie sociale et politique. »

Jean-Paul Jacquier est lui-même un des dirigeants confédéraux les plus « en pointe » dans la défense de cette « mutation ». D'où l'origine de mon erreur de mémoire : l'argumentation de Jacquier depuis des mois m'avait marqué par son engagement franc et loyal en faveur de la collaboration de classes et cela m'a amené à mélanger les références des divers articles. Qu'on en juge rapidement avec quelques morceaux de bravoure. Le premier tiré des *Echos* du 19 juillet 1983 : « Nous sommes autant intéressés que les chefs d'entreprise à la conquête de nouveaux marchés (...) Nous reconnaissons la responsabilité de l'employeur. Nous savons qu'il ne peut pas y avoir deux commandements ».

Le deuxième, dans la revue *Social*, en décembre 1983 : « Nous voulons être à côté du conducteur et décider avec lui (qui reste le pilote) l'itinéraire à prendre. Nous nous disputons ? Oui, parfois. Mais n'est-ce pas la seule façon de trouver le bon itinéraire et de ne pas s'endormir au volant. »

Le troisième paru lui dans *CFDT-Aujourd'hui*, mais en novembre 1983 : « L'entreprise n'est pas que cela [c'est-à-dire « un lieu d'exploitation ». NDLR]. Elle est un sujet en soi. Ses salariés, ses dirigeants, ses moyens, ses capacités en font un tout ; une entité qui vit, se développe et parfois meurt. (...) L'entreprise est aussi un sujet en tension : tension entre pouvoir patronal et pouvoir syndical, etc. (...) L'ensemble de ces tensions crée une dynamique dont certains aspects sont positifs et qui, à ce titre, est nécessaire et doit être maintenue. (...) La liberté d'entreprendre (...) est une des libertés nécessaires aux sociétés démocratiques. »

Chacun peut se reporter au texte de l'interview paru dans *Critique communiste* : ces précisions n'invalident en rien la question posée à G. Declercq. Bien au contraire : sans citer avec assez de précision, j'avais résumé une idée essentielle de l'orientation de Jean-Paul Jacquier et de quelques autres.

Pierre Rème



# Pologne :

## quand le PC suisse publie ce que « l'Humanité » ignore

**D**ANS son édition du 24 mai, *Voix ouvrière*, organe du Parti suisse du travail (Parti communiste), publiait une lettre ouverte de Zbigniew Kowalewski, militant polonais en exil et ex-responsable de Solidarnosc, suivie d'une réponse de Jacques Estager, correspondant de *l'Humanité* en Pologne. La lettre de Z. Kowalewski était motivée par un précédent article de *Voix ouvrière* sur la situation en Pologne.

J. Estager estime donc nécessaire de répondre à un ex-responsable de Solidarnosc dans la presse du PC suisse, mais ce même journaliste n'a jamais jugé opportun de faire de même dans le journal français dont il est le correspondant. Qu'attend donc *l'Humanité* pour donner la parole à des partisans polonais de Solidarnosc ? Faut-il penser que l'attitude de *Voix ouvrière* est dictée par des considérations extérieures à la situation de la classe ouvrière polonaise — à l'influence réduite d'un PC suisse confronté à une extrême gauche relativement importante, par exemple — et que celle de l'organe du PCF relève de motifs inverses mais du même type, en France ?

L'ensemble de ces documents ont été publiés par *La Brèche*, hebdomadaire du PSO, section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous les reproduisons ici, accompagnés de notre commentaire.

### Lettre ouverte de Z. Kowalewski, publiée par « Voix ouvrière », organe du Parti suisse du travail (PC).

« J'ai eu l'occasion de lire votre article sur la situation en Pologne publié le 22 mars 1984. Je tiens à rétablir quelques faits et vérités élémentaires, celles partagées par dix millions de travailleurs polonais. Dans votre article, vous accordez beaucoup de place aux relations entre l'Eglise et le pouvoir, mais vous passez complètement sous silence ce qui est la force fondamentale de la société polonaise, à savoir la classe ouvrière !

#### Rien n'a changé depuis le 13 décembre 1981.

Selon vous, la dernière conférence nationale du POUP a confirmé la « ligne du renouveau socialiste » qui « implique la poursuite des réformes et de la démocratie avec la perspective d'aboutir à un socialisme authentiquement autogestionnaire ». En réalité, cette conférence a confirmé la ligne adoptée par le POUP le 13 décembre 1981, lorsque fut instauré l'état de guerre avec l'aide de l'armée qui

encercla les fabriques, brisa la grève générale et mit hors la loi toutes les organisations syndicales, à commencer par Solidarnosc. Jusqu'à aujourd'hui, rien n'a changé dans la politique de la direction du POUP et du gouvernement polonais. C'est une dictature bureaucratique et militaro-policière qui continue à régner en Pologne. L'appareil de répression jouit de droits qu'il n'avait plus depuis la période stalinienne. Des cellules des services de sécurité ont été mises en place dans toutes les entreprises et l'administration est obligée de collaborer avec elles contre les travailleurs qui n'acceptent pas la dictature. La liberté la plus élémentaire des travailleurs — la liberté syndicale — est abolie.

Toutes les organisations syndicales créées après août 1980 sont considérées comme illégales. A leur place, l'Etat a constitué de toutes pièces ses propres syndicats, totalement contrôlés par l'administration et l'appareil du POUP. Ils regroupent une petite minorité dans un pays, où, jusqu'en décembre 1981, pres-



que tous les travailleurs étaient syndiqués. La très grande majorité d'entre eux boycotte ces « syndicats » : avant tout les membres de Solidarnosc, mais aussi ceux des anciens syndicats de branche liés au POUF.

## Une répression féroce

Le syndicat Solidarnosc, passé à la clandestinité, est brutalement réprimé. La police secrète fait tout son possible pour détruire les commissions syndicales clandestines qui existent dans la majorité des entreprises. Les travailleurs soupçonnés d'avoir une activité syndicale indépendante sont licenciés et on cherche à les priver de tout moyen de subsistance. Parmi les dirigeants les plus importants de Solidarnosc, beaucoup d'entre eux sont en prison. Des centaines de militants ouvriers attendent leur procès, et parmi eux, les sept membres de notre direction nationale ainsi que les quatre dirigeants de l'ex-KOR emprisonnés depuis le 13 décembre 1981 sans jamais avoir été jugés. Les arrestations de syndicalistes continuent, et elles ont même augmenté ces derniers temps dans les principaux centres industriels. Après l'amnistie partielle et conditionnelle de juillet 1983, les prisons se remplissent à nouveau.

Le « socialisme autogestionnaire » du général Jaruzelski consiste donc en une répression féroce de toute activité sociale indépendante, de toutes les organisations de la classe ouvrière, de tous les ouvriers et de tous les intellectuels qui défendent les libertés syndicales, le droit à l'autogestion ouvrière et les idéaux d'une société autogérée, à savoir ce qui est précisément l'essence du socialisme autogestionnaire.

Simultanément, le pouvoir totalitaire attaque durement le niveau de vie des masses ainsi que leurs acquis sociaux. Au nom de la « réforme économique », il a augmenté brutalement les prix des articles de première nécessité (la hausse des prix imposée immédiatement après l'état de guerre fut la plus forte de toute l'histoire de l'Europe d'après-guerre). Durant ces dernières années, le revenu national par tête d'habitant a baissé de 26 % selon les données officielles. Dans

un pays où le tiers de la population végète actuellement au-dessous du minimum social, les dépenses sociales d'Etat sont réduites à grande échelle. Les nouveaux systèmes de salaires introduits actuellement conduisent à une baisse de revenus et à l'augmentation des inégalités sociales. Ils permettent de faire payer aux travailleurs le prix d'une politique économique irrationnelle.

## Un pseudo « socialisme autogestionnaire »

Dans ce que vous appelez le « socialisme autogestionnaire » où les travailleurs ne gèrent rien du tout, on leur fait payer la non-rentabilité des entreprises, l'incapacité à réaliser les plans, la gabegie monstrueuse tout comme le faible rendement d'équipements vieillissants. La seule chose qu'on modernise, c'est l'appareil de répression et non l'appareil de production.

A ceux qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts, on conseille de prendre un travail supplémentaire en cherchant un deuxième emploi, ce qui revient à abolir une autre conquête élémentaire de la classe ouvrière : la journée de huit heures. La crise de sous-production va croissant et en même temps, de plus en plus de produits — y compris des produits de première nécessité — ne trouvent plus d'acquéreurs vu la hausse des prix et la baisse des salaires. La moitié des ouvriers sont astreints à un travail manuel très dur et peu mécanisé ; un tiers d'entre eux travaille dans des conditions dangereuses pour la santé ; des centaines de milliers de travailleurs sont menacés quotidiennement de voir leur santé ruinée et même de perdre la vie dans des accidents de travail. On constate une augmentation significative de la mortalité des hommes en âge productif. En un mot, c'est à une généralisation de la surexploitation qu'on assiste. C'est à cela que se réduisent les effets de la « réforme économique », tout comme le « renouveau socialiste » se réduit à la répression contre la classe ouvrière.

## Solidarnosc lutte toujours

Notre syndicat Solidarnosc — première représentation ouvrière véritable en Pologne « populaire » et dans tout le bloc soviétique — poursuit une lutte clandestine difficile. Il s'est reconstruit directement sur les lieux de travail et défend les droits, la dignité et les intérêts des travailleurs menacés dans leurs fondements mêmes. On a assisté à l'apparition d'une presse clandestine très large — dans la seule ville de Wroclaw, les commissions syndicales clandestines publient leur propre bulletin dans une cinquantaine d'entreprises — ainsi qu'à la mise en place de radios clandestines (rien qu'à Poznan, il y a déjà eu 170 émissions de Radio-Solidarnosc !). Des caisses de soutien aux familles des syndicalistes persécutés et aux travailleurs les plus pauvres se sont constituées et il existe aujourd'hui des universités ouvrières où les futurs cadres de l'autogestion des travailleurs reçoivent une formation. Dans plusieurs entreprises, Solidarnosc a dirigé des grèves ou d'autres formes de luttes économiques. Notre syndicat n'abandonne pas l'objectif programmatique mis en avant au moment de son premier congrès ; la construction d'une République autogérée dans laquelle les travailleurs exerceraient le pouvoir dans le cadre d'une démocratie politique pluraliste et où les moyens de production fondamentaux seraient une propriété véritablement sociale, c'est-à-dire gérée collectivement et démocratiquement par la classe ouvrière elle-même.

Solidarnosc attache une très grande importance à la solidarité internationale des travailleurs, comme l'ont démontré le message de notre direction clandestine au peuple chilien en lutte, de même que la condamnation, par notre président Lech Walesa, de la nouvelle vague de répression antisyndicale en Uruguay. Ceux-là mêmes qui, selon votre article, sont des « exclus », et, « qui ont choisi l'illégalité et la lutte contre le régime » !

**Zbigniew Kowalewski**  
**Dirigeant de Solidarnosc**  
**à Lodz avant le 13 décembre 1981**

(Les intertitres sont de la rédaction V/O.)



## La réponse de J. Estager, correspondant de « l'Humanité » en Pologne

M. Kowalewski conteste que la Conférence nationale du POUP qui s'est tenue en mars dernier ait confirmé la ligne de « renouveau socialiste » avec l'objectif d'une démocratisation des structures politiques et économiques et cela dans la perspective d'un socialisme démocratique et autogestionnaire. Ce n'est pas pour surprendre. L'opposition clandestine en Pologne et ses antennes à l'étranger s'efforcent de présenter l'action du gouvernement Jaruzelski comme dominée par le souci d'effacer tous les acquis du mouvement ouvrier de l'été 1980 et de revenir aux méthodes et à l'état de choses des années soixante-dix.

### Ne pas nier les apports du socialisme

De la même façon elle nie les apports du socialisme en Pologne et la valeur des transformations politiques, économiques et sociales accomplies depuis bientôt quarante ans. La vérité c'est que les dirigeants polonais sont convaincus que le pouvoir ne peut tirer sa force que de sa capacité de corriger les erreurs du passé et de répondre aux grandes aspirations de la société polonaise. Ils sont convaincus qu'il n'y a pas de solution à la crise polonaise en dehors des profondes réformes démocratiques et d'une politique d'entente nationale.

C'est dans cette voie qu'ils ont inscrit leur action même si les choses ne vont pas assez vite au gré des impatiences de la société polonaise. Mais dans un pays qui s'est trouvé à l'automne 1981 au bord de la guerre civile, qui a connu une anarchisation quasi totale de sa vie publique puis l'état de siège, qui sort à peine du chaos économique, les chemins de la démocratisation sont malaisés et il est difficile de progresser rapidement dans cette voie. D'autant qu'il est exact que demeurent des séquelles de l'état de siège et que toutes les plaies ne sont pas pansées. Quatre cent vingt personnes condamnées pour participation à des manifestations interdites sont en prison. Les dirigeants du KOR font l'objet d'une inculpation d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Mais si l'on ne peut que souhaiter des prisons vides de tout opposant politique et une amnistie générale à l'occasion du quarantième anniversaire de la Pologne populaire, l'état de chose actuel ne justifie pas l'accusation de régime militaro-policier. La Pologne n'est pas et n'a jamais été le Chili de Pinochet. Encore moins la Turquie où le sort des opposants et des démocrates intéresse si peu la presse occidentale. La persistance d'actions répressives en Pologne, liées

d'ailleurs à la volonté de l'opposition de provoquer à tout prix des affrontements de rue, n'infirme pas l'existence d'un processus de réforme et d'une volonté de démocratisation. Même si la presse occidentale se tait sur les transformations en cours et n'a des yeux que pour les manifestations de l'opposition, manifestations au demeurant très marginales, l'existence de ce processus n'en est pas moins une réalité.

L'Eglise pour sa part lui accorde assez de crédit pour accepter le dialogue avec le pouvoir et la politique d'entente nationale, au grand dam par ailleurs de l'opposition.

### Un dialogue que l'opposition refuse

Ce dialogue qui a été l'âme des accords de Gdansk l'opposition le refuse. En cela elle a rompu avec les objectifs, les pratiques et l'esprit du mouvement ouvrier de l'été 1980. Le grand mouvement de grèves d'août n'a pas quitté les usines pour chercher l'affrontement dans la rue. Il s'est déroulé dans le calme. Il excluait la confrontation. Ses mots d'ordre étaient : « *Le socialisme oui, ses déviations non.* » Son objectif était la réforme. La classe ouvrière revendiquait « *davantage de démocratie et de socialisme* ». L'opposition actuelle proclame, elle, que le socialisme n'est pas réformable, que tout dialogue avec le pouvoir est donc exclu et qu'il faut renverser le régime. A partir de là l'opposition s'est enfermée dans un radicalisme qui réduit son action à la recherche de l'affrontement et à un duel sans fin avec le pouvoir. Caractéristique est le fait qu'elle n'ait élaboré aucun programme d'avenir pour la Pologne, qu'elle n'offre aucune alternative au plan politique comme au plan économique. Cette attitude outre qu'elle l'exclut du jeu politique isole de plus en plus l'opposition dont les mots d'ordre trouvent très peu d'échos dans la classe ouvrière contrairement aux déclarations de ses dirigeants, déclarations auxquelles la presse occidentale donne une importance sans aucune mesure avec leur portée réelle.

Dans la ligne de leur action ces mêmes dirigeants ont refusé d'utiliser la loi syndicale d'octobre 1982. Cette loi leur donnait les moyens de reconstruire de nouveaux syndicats et d'en prendre la direction pour autant qu'ils s'estiment majoritaires dans la classe ouvrière. Au lieu de cela ils ont appelé au boycottage ce qui semble indiquer que la reconstruction d'un mouvement syndical indépen-



dant et autogéré n'est pas leur souci majeur.

## Les nouveaux syndicats sont représentatifs

Par ailleurs, contrairement à ce qu'écrit M. Kowalewski les nouveaux syndicats ne sont ni des organisations fantômes ni des organisations à la botte du pouvoir. Avec un taux de syndicalisation qui approche déjà les 40 % ils représentent désormais une force réelle et nombre de leurs dirigeants sont des anciens de Solidarité, du temps où ce mouvement était un syndicat et non ce qu'il est devenu par la suite : un mouvement politique de lutte contre le socialisme. On comprend que cette réalité soit déplaisante pour ceux qui ont appelé au boycottage. La réalité du rapport des forces politiques en Pologne est apparue avec évidence à Varsovie, le 1<sup>er</sup> Mai dernier. D'un côté mille cinq cents manifestants dans la vieille ville scandant les slogans de l'opposition. De l'autre cinq cent mille personnes défilant, cinq heures

durant, à l'appel des nouveaux syndicats et du POUP dans les grandes artères de la capitale. Cela détruit la vision — soigneusement entretenue par la presse occidentale —, d'une Pologne où il y aurait d'un côté le pouvoir sans aucun soutien social et de l'autre une opposition recevant l'appui de toute la société.

Et ce n'est pas l'*Humanité* mais le *Figaro* qui écrivait à ce propos : « Il est indiscutable que le mot d'ordre de Solidarité de boycottage des cérémonies officielles a rencontré peu d'écho. Le défilé de Varsovie qui s'est poursuivi pendant cinq heures avec des participants de tous âges et de toutes professions a été sans doute un des plus importants que la Pologne ait connu depuis la guerre... Aujourd'hui, la question d'actualité n'est plus de savoir qui du pouvoir ou de Solidarité l'emportera, mais quelle forme prendra le socialisme polonais. »

Oui, les choses changent en Pologne mais pas du tout dans le sens où l'espéraient les opposants au socialisme et leurs supporters occidentaux.

## Quand le procureur Kubala témoigne contre J. Estager

Il est tentant de répondre à J. Estager. Mais les militaires polonais au pouvoir ne nous ont pas laissé ce loisir. La réponse à Estager vient du Colonel Kubala, procureur et auteur de l'acte d'accusation contre quatre militants du KOR : Jacek Kuron, Adam Michnik, Henryk Wujec et Zbigniew Romaszewski. Les écrits dudit colonel jettent en effet une lumière crue sur la « démocratisation polonaise ». Qu'on en juge.

Les quatre militants sont accusés d'avoir « entrepris les préparatifs » en vue de « renverser par la force le système ». Quels buts se sont-ils fixés ? Parvenir à un système « fondé sur un large développement d'un mouvement de conseils d'autogestion indépendant du parti et du pouvoir d'Etat. Le mouvement d'auto-organisation de la société dans des conseils d'autogestion devait — selon eux — toucher en premier lieu les travailleurs du public, les producteurs agricoles, les étudiants, les travailleurs de la science et de la culture ainsi que les structures territoriales. C'est par cette voie que les accusés voulaient conduire à la désorganisation et à l'éclatement des institutions de la vie politique, empêcher l'activité constitutionnelle des organes suprêmes du pouvoir de l'administration étatique et en conséquence renverser le système. » L'auto-organisation des travailleurs menant au renversement du système ? Cela qualifie le système !

Estager nous parle d'« anarchisation de la vie publique », mais sans spécifier, de sorte qu'on a du mal à saisir de quoi il peut s'agir. Kubala est plus clair : il énumère « les tentatives dirigées vers la cassure des liens entre travailleurs dans les

entreprises et l'anarchisation de la vie sociale ». Il ne s'agit pas seulement de l'auto-organisation des travailleurs. Mais aussi de formulation « face au pouvoir de l'Etat de revendications concernant les salaires, le temps de travail, les privilèges des travailleurs » et d'exigence du « respect du droit d'organisation au sein de structures syndicales indépendantes et du droit de grève ». Un peu plus loin, Kubala nous montre par quels moyens diaboliques les accusés cherchaient à atteindre leurs buts : « Les membres du KOR ont entrepris d'organiser ou de stimuler la formation des comités de grève, puis de formuler les revendications à l'adresse du pouvoir. » Ils ont également « pris part — en tant qu'orateurs ou en tant qu'experts — à des rencontres avec les travailleurs dans les entreprises, avec les étudiants et dans des meetings publics, ils ont également pris part aux réunions de dirigeants syndicaux et dans des réunions des directions syndicales. » Pire, ils ont prétendu que « les conseils d'autogestion devaient être le fondement du système du pouvoir » qu'il faut « immédiatement entreprendre leur construction — car cela doit être la "nouvelle organisation de la direction de l'économie" et en perspective du pays ».

A la lumière de ces quelques citations, on comprend mieux pourquoi Estager, à l'instar de la presse officielle en Pologne, s'appuie sur une citation du *Figaro* : c'est parce qu'il a la même conception de ce qu'est l'« anarchisation de la vie sociale » et du rôle respectif du pouvoir et des travailleurs que Hersant.

Cyril Smuga



# « Les Quatre Premiers Congrès de l'Internationale communiste »

## Une réédition bienvenue

**L**ES éditions La Brèche et La Sélia viennent de rééditer en fac-similé les textes des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, à partir d'une édition de juin 1934 (Librairie du Travail) que Maspero avait déjà reproduite en 1971. Ces textes étaient introuvables dès les années trente, les staliniens ne diffusaient que les congrès qui suivirent. L'éditeur de 1934 se réclame explicitement de la Ligue communiste internationaliste qui regroupait les trotskystes de l'époque.

Ces quatre premiers congrès (mars 1919, juillet 1920, juin 1921, et novembre-décembre 1922) sont, en effet, la synthèse de toute l'expérience du mouvement communiste du début des années vingt, avant la dégénérescence stalinienne. Ils restent une base programmatique essentielle pour tous ceux qui se réclament de la révolution prolétarienne.

Nous ne voulons pas, dans ce court article, présenter l'ensemble de ces congrès. Il faut pour cela se reporter à l'*Histoire de l'Internationale communiste* de Pierre Frank (1). Il s'agit plutôt d'insister sur quelques questions politiques centrales auxquelles furent, à l'époque, confrontés les communistes.

Ces congrès sont essentiellement marqués par les luttes révolutionnaires en Europe. Ils traitent pour tant, en particulier le deuxième, des problèmes de la révolution coloniale dans des termes qui n'ont rien à voir avec la stratégie étagée mise en place par Staline. Mais sur ce sujet (révolution permanente ou révolution par étape), les orientations se systématisèrent surtout après l'échec de la deuxième révolution chinoise, celle de 1927.

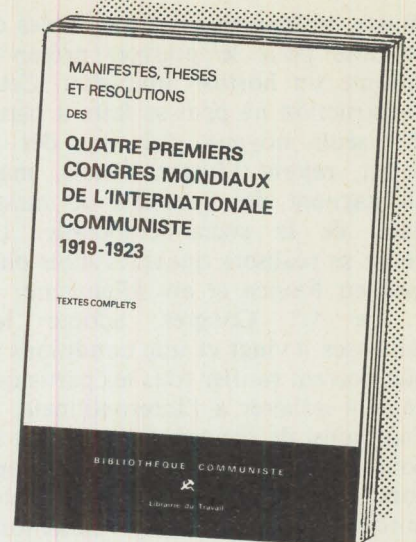
Le 1<sup>er</sup> congrès (mars 1919) ne devait pas être comme tel un congrès de fondation. Les délégués venus des pays capitalistes représentaient plus

eux-mêmes que des partis en construction. Seul existait le Parti communiste allemand, créé par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht quelque temps avant leur assassinat, dont le représentant, suivant en cela l'opinion de Rosa, s'opposait à toute autoproclamation de l'Internationale. Les Bolcheviks étaient prêts à un compromis. Mais finalement l'Internationale fut fondée, le délégué allemand s'abstenant. Ce volontarisme fut efficace car, lors du second congrès (juillet 1920), les délégations étaient beaucoup plus représentatives.

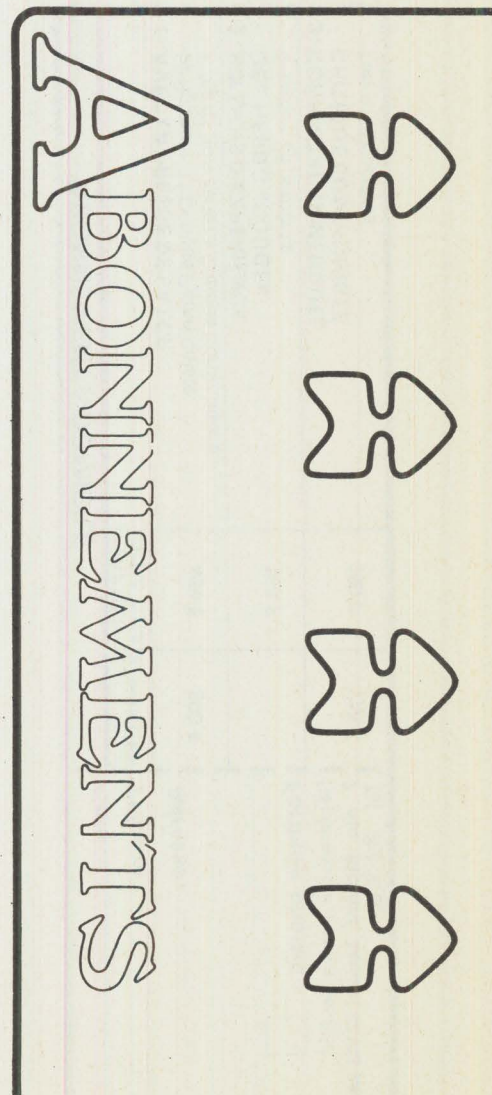
Déjà le PS italien venait d'adhérer et des courants très importants issus de la social-démocratie (les « Indépendants » d'Allemagne), voire majoritaires (France) frappaient à la porte. La CNT espagnole était observatrice. Liée à l'influence de la Révolution russe, l'existence de la III<sup>e</sup> Internationale était incontournable.

Le 1<sup>er</sup> Congrès mit en avant un axe programmatique essentiel : la dictature du prolétariat, le pouvoir des soviets. Il ne s'agissait pas seulement d'affirmer un axe de clivage stratégique décisif avec la social-démocratie, mais de répondre à une situation concrète : après la Russie, les conseils ouvriers se développaient en Europe (Hongrie, Autriche, Allemagne).

Le deuxième congrès continua sur cette lancée : l'agitation avait gagné les pays sortis vainqueurs de la guerre (France, Grande-Bretagne) ; la révolution n'était pas morte en Allemagne et l'Italie du Nord se couvrait de conseils ouvriers ; l'Armée rouge, sortie vainqueur de la guerre civile, marchait sur Varsovie espérant ainsi stimuler le prolétariat allemand et polonais. La tâche centrale de ce congrès fut la construction accélérée de partis communistes de



220 pages, en vente 52,25 francs à la librairie La Brèche.





masse, instruments indispensables de la lutte pour le pouvoir présentée comme un horizon immédiat. Cette construction ne peut se faire à partir des seuls noyaux qui ont, dès le début, rejoint l'Internationale, mais en gagnant des courants de masse issus de la social-démocratie. La chose se réalisera quelques mois plus tard en France et en Allemagne.

Le II<sup>e</sup> Congrès adopte les fameuses « vingt et une conditions », que doivent ratifier tous les partis qui veulent adhérer à l'Internationale. Il s'agit ainsi de couper radicalement le pont avec toute la tradition opportuniste de la II<sup>e</sup> Internationale. Initialement seules vingt conditions étaient prévues. Mais le congrès, à l'initiative de l'Italien Bordiga, en ajoute une : l'exclusion obligatoire de

certains dirigeants opportunistes. C'est dire que l'on veut accélérer « par le haut » la construction de directions dans chaque pays, plutôt que de les laisser mûrir au travers de leur propre expérience. Car les affrontements décisifs, que tout le monde prévoit, ne laissent pas beaucoup de temps.

C'est aussi à cette époque que se ressent le plus une tentation qui marque la création de l'IC : la croyance qu'il est possible d'unifier rapidement sous sa direction l'ensemble du mouvement ouvrier (à la fois les organisations politiques et syndicales) car, sous l'effet de la radicalisation et de la crise, les réformistes seront vite expulsés de la classe ouvrière. Du coup, la volonté — justifiée — d'affirmer la nécessité de construction des partis communistes se mêle à des formulations dans lesquelles ces PC sont présentés comme les seuls partis de la classe ouvrière, qui doivent se subordonner organisationnellement l'ensemble des organisations de masse et en premier lieu les syndicats.

Mais lors du troisième congrès (juin 1921), aucune nouvelle révolution n'a eu lieu. A l'échec de la grève générale d'Italie et de Tchécoslovaquie, s'ajoute celui de « l'action de mars » 1921 en Allemagne. En Russie, les Bolcheviks décident le repli tactique de la NEP. Pour préparer ce congrès, Lénine et Trotsky ont créé un bloc dans la direction russe, contre Boukharine et le président de l'IC, Zinoviev, qui refusent de s'adapter à la nouvelle situation et se sont assurés une majorité à la direction de l'Internationale. Mais la chose est loin d'être jouée dans le congrès lui-même : les courants ou attitudes gauchistes semblent y être majoritaires.

S'ils ne prennent pas la forme extrême des ultra-gauches allemands du KAPD, ces courants ont tous en commun le refus de percevoir un tournant dans la situation, pensent que « l'offensive révolutionnaire » est en tout temps nécessaire, se refusent à porter la moindre critique à l'action aventuriste de mars 1921 en Allemagne. Lénine et Trotsky l'emportent de peu, grâce surtout au prestige qui les entoure.

Les thèses du congrès prennent acte du « fléchissement dans la lutte révolutionnaire pour le pouvoir ». Sous le mot d'ordre « aux masses » s'amorce un tournant qui se poursuivra jusqu'au quatrième congrès. L'objectif pour les PC est de gagner la

majorité dans la classe ouvrière au travers de la défense des intérêts immédiats que menace l'offensive bourgeoise et de la bataille pour l'unité d'action des partis et syndicats ouvriers. Peu après le comité exécutif de l'Internationale adoptera des thèses sur le front unique. Le quatrième congrès poursuivra lui aussi la discussion ; en particulier sur la question du gouvernement ouvrier.

En fait, ce qui se joue n'est pas un simple ajustement tactique à une nouvelle conjoncture, mais un tournant politique qui prend en compte l'expérience du processus révolutionnaire de pays comme l'Allemagne, dont la structure sociale et politique et beaucoup plus « moderne » que celle de la Russie. L'orientation du front unique n'est pas une simple ruse, mais une politique cohérente qui part des revendications immédiates pour déboucher sur la question du pouvoir. Elle a des conséquences sur la compréhension des rapports entre les partis communistes, les masses et les autres courants du mouvement ouvrier. Elle s'articule avec la notion, introduite explicitement, de revendications transitoires.

Ce tournant n'est pourtant pas encore complètement systématisé : c'est au troisième congrès qu'est proclamée la création de l'Internationale syndicale rouge ! Lors du quatrième congrès beaucoup ne perçoivent encore le mot d'ordre de gouvernement ouvrier que comme un synonyme de dictature du prolétariat. L'évolution ultérieure de l'IC bloquera toute poursuite de l'élaboration. Fin 1923, c'est l'échec sans combat de « l'Octobre allemand ». La bataille fait rage dans le Parti bolchevik où la troïka Zinoviev, Kamenev, Staline commence ses campagnes contre Trotsky, alors que Lénine meurt. Une autre histoire commence...

Antoine Artous

1. « Histoire de l'Internationale communiste ». Pierre Frank, La Brèche.

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1-AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F
2-SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE » 6 mois = 24 numéros	160 F	
3-CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Formule choisie : ☐

Règlement à l'ordre de PEC  
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil  
Tél : 859 00 80



# La pensée vivante de **sandino**

Lettres, textes et correspondances



*La pensée vivante de Sandino*, aux éditions La Brèche, 95 francs, 410 pages. Ce livre peut être commandé aux éditions La Brèche, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil, ou directement : Librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75 011 Paris.

Présentation de Jean ZIEGLER  
Introduction de Sergio RAMIREZ

**B**  
**LA BRECHE**

## LA LIBRAIRIE



**La Brèche  
est  
ouverte  
tout  
l'été !**

***Le lundi de 14 h à 20 h  
les autres jours de 12h à 20 h,  
y compris le samedi***

librairie diffusion

**LA BRECHE**



**9 rue de Tunis  
75011 Paris**

**Tél: 367 63 57  
LA BRECHE**

# Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC  
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.  
Tél : 859 00 80  
Directeur de la publication : Robert March.  
Imprimerie Rotographie. ISSN 0298-2068. N° CP : 56 5511.